

I. Biografieën / Biographies

MICHEL DUMOULIN, MARK VAN DEN WIJNGAERT & VINCENT

DUJARDIN

«Léopold III»

[QUESTIONS À L'HISTOIRE]

Bruxelles, Editions Complexe, 2001, 398 p.

Lorsqu'ils imaginèrent leur entreprise, les initiateurs de ce volume ne pouvaient prévoir qu'elle allait faire suite – et par là sembler répondre – à l'explosion commerciale engendrée par l'objet même de leur livre, Léopold III et ses 'mémoires' publiées à titre posthume, *Pour L'histoire*.

Jamais sans doute en Belgique, a-t-on vendu pareille quantité de papier pour aussi peu de contenu. Il y a là un champ d'investigation que les spécialistes du marketing peuvent partager avec les sociologues : cela constitua-t-il un coup commercial hors du commun parce que répondant à une attente profonde de la population, ou l'inverse ? Nous ne disposons pas des outils pour répondre. Nous ne pouvons que saluer très humblement la maîtrise de la stratégie déployée par les Editions Racines/Lanoo et attendre avec curiosité les résultats comparés du succès de l'ouvrage sous rubrique, dont le démarrage en fanfare doit sans doute déjà beaucoup à la percée de son prédécesseur.

L'histoire pour une fois semble bien se vendre et qui ne s'en réjouirait dans le monde des historiens. Soulignons en

passant que vendre n'est plus aujourd'hui, comme il n'y a pas si longtemps dans le monde académique, suspect de je ne sais quel opportunisme ou légèreté. Dans le monde feutré des anciens mandarins, c'était déchoir que d'avoir un succès public. En d'autres mots, écrire en termes clairs pour s'engager dans les débats contemporains relevait du 'vulgaire'. Bien sûr, le danger menace d'être confondu avec les marchands de papier à l'enseigne de l'histoire. Mais la 'belle ouvrage' peut parfaitement connaître le succès de librairie. En France, les grands noms rivalisent fréquemment avec les grands tirages; sur le marché belge, après l'heureuse surprise de *L'An 40*¹, Stengers², Van Goethem et Velaers³, comme Xavier Mabille⁴ ont atteint des 'scores' enviables.

D'emblée, la mise en place du *Léopold III* des Editions Complexe a frappé fort et la coordination avec la RTBF a bien fonctionné. C'est pourquoi il faudrait se réjouir qu'un destin semblable guette cet ouvrage car il s'agit bien d'un antidote à inoculer massivement pour éclairer ceux qui se seraient laissé séduire par la 'plume royale', et ce qui viendra encore à la suite.

Et pourtant dans ces lieux mêmes, nous avons formulé des réserves sur certaines de ces entreprises collectives, fruits d'une opportunité événementielle et construites à la hâte, souvent hétéroclites et surtout sans coordination ni effort de réflexions

1 JULES GÉRARD-LIBOIS & JOSÉ GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, [1971].

2 JEAN STENGERS, *Léopold III et le gouvernement : les deux politiques belges de 1940*, Gembloux, Duculot, 1980.

3 JAN VELAERS & HERMAN VAN GOETHEM, *Léopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tiel, Lanoo, 1994.

4 XAVIER MABILLE, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, 4e éd., complétée d'une postface, Bruxelles, Editions du Centre de Recherche et d'Information socio-politiques, 2000.

communes⁵. Nous soulignons également la difficulté d'échapper à cette formule piège, voire même l'obligation d'y recourir dans la lutte de survie à laquelle sont contraints souvent de jeunes chercheurs, ou des institutions sommées d'assurer leur visibilité. Il nous faudra donc nous prononcer à l'aune de ces critères dans le cas présent.

Deux grands entrepreneurs en histoire et un 'jeune' très rapidement grandi⁶, ont saisi l'occasion quelque peu artificielle (mais quelle occasion ne l'est pas ?) des cent ans nous séparant de la naissance du quatrième roi des Belges pour offrir au grand public un ouvrage concis et sérieux sur un règne controversé et une période agitée de l'histoire nationale. A une exception près (inexplicable), ils ont réuni une équipe d'historiens des deux communautés qui ont traité chacun d'une séquence dont ils avaient la maîtrise de par leurs travaux antérieurs, embrassant ainsi l'entièreté du parcours de Léopold III, de la naissance à la mort. Le plan est logique dans la chronologie, logique dans les thèmes attribués. Entamé par l'évocation de la formation ("duc de Brabant"), l'ouvrage consacre une cinquantaine de pages au règne, évoqué successivement via la politique intérieure et extérieure. La guerre et l'occupation occupent une centaine de pages qui abordent la campagne des 18 jours, la politique royale, l'opinion publique, les rapports avec le gouvernement

de Londres et les Alliés. Une centaine de pages également traitent de 'la question royale' proprement dite (1944-1951). Elles touchent au récit des événements, aux visions alliées, aux groupes léopoldistes ainsi qu'aux représentations iconiques respectives des camps en présence. Une dizaine de pages racontent, en forme de conclusion, l'après abdication.

Etait-ce la volonté initiale ou seulement le résultat de la quête des spécialistes, initiateurs et commentateurs ont insisté sur la "diversité" des auteurs ? C'est une marque d'honnêteté, mais soulignons en passant qu'il s'agit là, de la part d'historiens bien installés dans l'*establishment* de la profession, d'une reconnaissance de l'inexistence d'une histoire désincarnée, dite objective, indépendante des engagements individuels. Cette volonté affichée répond d'elle-même à l'une de nos objections : si la diversité est revendiquée, il n'y a donc pas eu d'élaboration collective d'une perspective intégrée. Autrement dit, chaque auteur est demeuré maître de sa problématique et de son interprétation de la séquence, l'harmonisation demeurant limitée à la chronologie et aux thèmes abordés. Ce choix, absolument légitime, constituera donc selon l'attente du lecteur, un plus ou un moins. Personnellement, nous le regrettons.

Mais de quelle diversité s'agit-il ? Nos historiens sont trop scientifiquement

5 JOSÉ GOTOVITCH, "Quelques questions sur notre métier", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 6, 1999, p. 211-214.

6 Il faut à peine rappeler les multiples initiatives éditoriales déjà assumées par Michel Dumoulin et Mark Van den Wijngaert, le premier dans le domaine de l'histoire de la construction européenne et plus récemment à travers son *Spaak*, le second comme initiateur d'ouvrages sur la royauté et la guerre froide. Quant à Vincent Dujardin, ses travaux ont connu d'emblée publication et notoriété.

qualifiés pour se répartir sommairement en ‘partisans’ ou ‘adversaires’ du Roi. En ce qui concerne les enjeux philosophiques, politiques et culturels de la question royale, la diversité est claire quand elle concerne les deux communautés. Toute l’histoire de ces événements a été marquée par une instrumentalisation de ces enjeux spécifiques auxquels s’est superposée la division globale entre catholiques et non catholiques, plutôt qu’entre croyants et incroyants. Il n’est donc pas sans intérêt de relever que l’initiative a été prise par des historiens issus respectivement de l’Université catholique de Louvain et de la *Katholieke Universiteit Brussel*, qui fournissent d’ailleurs la majorité des auteurs de cette entreprise bi-communautaire (une édition flamande est assurée par Manteau ⁷). Donc une répartition entre historiens du nord et du sud du pays, dont le lecteur francophone pourra tirer un large parti car lui étaient restés inaccessibles jusqu’ici les travaux fondamentaux de Jan Velaers et Herman Van Goethem (*UFSIA*), de Pieter Lagrou (ex-*KUL*, aujourd’hui CNRS-IHTP) et, partiellement du moins, d’Etienne Verhoeyen. Il n’a pas eu non plus l’occasion de lire les publications diverses d’Emmanuel Gérard (*KUL*) ou de Mark Van den Wijngaert (*KUB*).

Ces contributions, qui pourraient être très connotées si l’on s’en tient au cliché d’une Flandre catholique royaliste, surprendront le lecteur attentif aux nuances des écritures. Grâce à l’apport des sources nouvellement exploitables – et elles sont capitales –, ces historiens paraissent bien rejoindre les auteurs laïcs et francophones, absents du générique, dont les publications avaient clairement mis en cause la politique de Léopold III ⁸. Une défense royale à mots feutrés, sans véritable plaidoyer, affleure dans d’autres textes, qui ne correspondent pas aux clivages attendus.

Si diversité il y a, elle est plutôt celle d’aujourd’hui, liée à une proximité plus ou moins grande avec le Palais d’hier, et non pas reflet des affrontements de l’époque. C’est bien ainsi et ce livre est aussi intéressant par ce qu’il raconte que par le constat de ce renversement saisissant des mentalités collectives auxquelles n’échappent guère les historiens : la classe intellectuelle flamande n’a que faire aujourd’hui des engagements de ses prédécesseurs.

Car il faut le signifier d’emblée : en dehors de toute considération sur la personnalité royale, c’est bien le constat global d’un “roi impossible” qu’établissent les

7 Sous le titre *Een koningsdrama. De biografie van Leopold III* (Anvers, 2001, Uitgeverij Manteau/ Standaard Uitgeverij, 262 p.). A noter que cette édition est amputée des caricatures et affiches illustrant la contribution de Laurence van Ypersele et surtout du texte de Francis Balace sur les mouvements léopoldistes.

8 Sans même faire ici référence aux textes polémiques rassemblés dans un ouvrage par les revues *Contradictions* et *Touidi*, nous songeons évidemment aux travaux de Jean Stengers, au livre écrit en collaboration avec Jules Gérard-Libois, (JULES GÉRARD-LIBOIS & JOSÉ GOTOVITCH, *Léopold III. De l’an 40 à l’effacement*, Bruxelles, Politique & Histoire, 1991), mais aussi au travail trop ignoré de P. Theunissen, de la *VUB*, publié déjà en français par Complexe en 1986 (PAUL THEUNISSEN, *1950, le dénouement de la question royale. Cinq mois qui ébranlèrent la Belgique*, Bruxelles, Editions Complexe, 1986).

différentes contributions et qui constitue la tonalité dominante de l'ouvrage.

Des années de formation sobrement esquissées par Michel Dumoulin et Vincent Dujardin, l'historien retiendra avec profit la description de la découverte par le jeune prince de l'aventure coloniale, domaine où le roi Albert semble avoir clairement laissé s'ébrouer son fils, loin des arcanes de la politique intérieure. On sait que Léopold III contractera de ces voyages un intérêt passionné pour la nature et l'ethnologie. Mais aussi, paradoxalement, c'est en exerçant une critique sévère et justifiée de certaines pratiques de l'administration coloniale, tant à Bruxelles qu'au Congo, qu'il appréhende la réalité politique nationale. La dénonciation qu'il en fait à son père préfigure, le rapprochement s'impose de lui-même, le piètre jugement qu'il portera définitivement sur le monde politique belge. Du bien jaillit donc le contestable... d'autant qu'il sait que ce qui deviendra un mépris rédhibitoire cadre parfaitement avec les convictions de son père.

Intégrant les visions éclairantes développées jadis par M.-R. Thielemans et R. Devleeschouwer sur la pratique politique d'Albert, Emmanuel Gérard indique avec pertinence combien Léopold prolonge et tente d'appliquer, sans doute avec moins de diplomatie et de discrétion, une conception de la fonction royale qui, s'en tenant à la lettre de la Constitution, refuse le rôle et plus encore le jeu des partis. "Le pouvoir exécutif doit être repris aux partis" synthétise Gérard qui souligne par là l'aveuglement du Roi et de son entourage envers les conséquences du suffrage universel. Les textes mis à jour par l'auteur écartent cependant tout simplisme :

Léopold est hostile aux dictatures, il espère un sursaut des "vieux partis". Mais il conçoit ce dernier dans un réaligement de l'exécutif en une entité soudée, au sein de laquelle le Roi joue un rôle essentiel. Et il ne se fait pas faute de faire connaître ses choix, des choix dont la connotation conservatrice n'est pas niable (voir sa préférence pour la politique de déflation). C'est dans cette optique que le fossé se creuse bien avant-guerre entre son gouvernement et lui. Sa méfiance envers les socialistes est grande et c'est au moment où le POB jette par-dessus bord, et le Patron et ses traditions, qu'il accepte avec faveur Spaak et de Man, qui apparaissent alors comme des 'néo-socialistes'. Le travail de Gérard ne constitue qu'une stimulante esquisse, une série de pistes qu'il s'agirait de développer, car le débat autour de Léopold III s'est jusqu'ici focalisé, pour l'avant-guerre, sur la politique étrangère. Les pièces que livrent aujourd'hui les archives du Palais permettent une approche substantielle et nuancée du Roi et de ses conseillers.

Pouvait-on précisément apporter du neuf sur la politique d'indépendance ? L'archiviste du Palais, Gustaaf Janssens produit des documents fort intéressants sur les jeux d'influence autour du Roi, dont l'entourage n'est pas unanime. Il éclaire lui aussi d'un jour nouveau des thèses pourtant connues. L'axe principal de son texte est que rien n'est neuf dans les attitudes royales. C'est un fait désormais bien admis, mais il fait démonstration étonnante de l'existence effective, au delà sans doute de ce qui était établi, d'une politique royale bien distincte de celle de son gouvernement, revendiquée et pratiquée par le Roi. Il montre combien la neutralité est l'essence même de sa

position, quel qu'ait été le contexte, au nom d'un intérêt général qu'il identifie à ses propres vues. Ce sera l'essence même de sa position tout au long de la guerre, et c'est bien là que se situe le nœud même de la question royale.

Politique étrangère, politique militaire : le souverain estime qu'il s'agit de terrains réservés, donnant une interprétation stricte de la Constitution dans le droit fil d'Albert. Et Jean Vanwelkenhuyzen, dont on connaît les travaux tissés méticuleusement au service de la thèse de la compétence militaire royale et par ricochet de l'incompétence de ses ministres en la matière, redonne ici un exposé sobre de ses positions, développant dans cette partie comme dans son autre contribution, la méthode qui consiste à nous expliquer 'de l'intérieur' ce que pensaient les personnages, dans ce cas-ci le Roi. Au centre de sa démonstration, la sagesse royale économe du sang de ses soldats, le sauvetage du corps expéditionnaire britannique.

Morceau de choix, morceau central, le chapitre consacré à l'occupation est censé offrir aux lecteurs un résumé par les auteurs mêmes, du volumineux travail de Velaers et Van Goethem. Mais est-ce la nécessité de simplifier en une trentaine de pages ce qu'ils avaient exposé en plus de mille, ou l'évolution de leur pensée, postérieure à leur ouvrage, il nous semble que leur jugement se fait cette fois bien plus carré. Croyance jusqu'à l'absurde (en 1943 encore) en une paix de compromis, maintien absolu de la "neutralité", volonté affirmée de changer la Constitution dans le sens d'un Etat autoritaire dont le Roi serait le chef effectif, haine des partis, méfiance envers les hommes politiques

et volonté effective de mettre en route ses projets : tout ceci jette une lumière crue et sans plus de nuances sur ce qui pourrait paraître surréalisme royal, si ce n'était que le temps est celui d'une occupation nazie du pays. Son seul écho est une volonté effective de porter secours à certaines misères encourues par la population, à la réserve près – et elle est de taille – que Léopold s'estime indispensable à la fin de la guerre et ne veut poser aucun geste démonstratif qui puisse mettre cette intention en danger. Epurée, cette esquisse est donc manifestement plus accusatrice que les propos encore très prudents tenus par les auteurs lors de la parution de leur livre (cfr Interview in *Bulletin du CEGES*, n° 25, automne 1994, p. 29-32). La période de guerre est complétée par trois textes fort brefs sur l'opinion publique, sur les rapports du gouvernement belge de Londres avec le Roi, sur Léopold III et les alliés. Mark Van den Wijngaert a très peu remis à jour le travail qu'il mena à partir de l'enquête conduite par le CEGES (alors CREHSGM), à la fin des années 70, parmi les ecclésiastiques du temps de guerre, étude publiée en 1984. Cette enquête portait sur le monde catholique et peu d'éléments sur les autres mondes ont été ajoutés. En particulier, le monde du travail est largement absent.

Brillant spécialiste des services secrets, Etienne Verhoeyen a considéré les rapports Londres-Léopold III sous un angle fortement marqué par ses recherches particulières. Il nous apporte néanmoins des éléments originaux sur les tentatives de contacts avec le Palais et révèle que le 'Testament' était connu de Pierlot dès juin 1944.

Reprenant ensuite la problématique générale des rapports entre les Alliés et le Roi, Jean Vanwelkenhuyzen mène une introspection psychologique des personnages en présence, entrecoupée de sentences moralisatrices et nous ‘apprend’ l’importance des représentations en histoire (p. 209) ! Cette mise en perspective essentiellement morale d’événements politiques et idéologiques, dont il s’est fait une spécialité, peut ravir ou irriter, c’est selon. Elle escamote largement les enjeux, effaçant presque le cadre de ce gigantesque combat entre démocratie et nazisme dans lequel se jouèrent ces ‘jeux de rôles’.

D’une plume vigoureuse et bien informée, Vincent Dujardin a réussi la gageure de retracer avec clarté la période embrouillée de “l’impossible réconciliation”, soit 1945-1951. Il parsème cependant son texte d’énigmes, du moins à nos yeux. Que signifie (p. 231) “la Sûreté belge approche Ribbentrop en mars 1945” ? Que veut-il entendre par “Spaak a étonnamment survécu politiquement aux débats sur la collaboration économique sous l’occupation” ?; ou encore (p. 249) l’allusion au Congo “nous conduit à nous interroger sur les causes profondes de l’abdication du roi” ? C’est en dire trop ou pas assez... C’est sans doute dans ce texte qu’apparaît également le plus nettement l’absence, dans l’ouvrage, des grandes forces qui structurent la société belge. La composition du générique explique sans doute pourquoi les acteurs socialistes (Spaak mis à part) et notamment les Wallons, n’y trouvent que peu de place alors qu’ils remplissent des rôles essentiels.

Comme toujours, l’étude de Francis Balace regorge de renseignements inédits. Les

notes en bas de page, dont il truffe son exposé sur les mouvements léopoldistes, constituent à elles seules un autre livre sur les milieux de la droite belge ultra-conservatrice. Il nous révèle l’extrême division de ces mouvements, leur implantation effective et leur dangerosité, parfois virtuelle mais pas toujours... Il dévoile également le chef d’orchestre dans l’ombre, Paul Van Zeeland, avide de retrouver le rôle de premier plan que lui ravit l’affaire de la cagnotte. Il tord le cou à certains mythes, notamment la distribution linguistique à l’intérieur de ce camp, majoritairement francophone. On apprendra cependant trop peu sur la distribution sociologique de ces mouvements, que les notes éclairent pourtant par bribes.

Travail novateur enfin que celui de Laurence van Ypersele sur les images et les représentations charriées pendant la campagne et projetées sur l’adversaire. Valeurs catholiques de toujours qui dénoncent le complot républicain et/ou communiste d’un côté, dénonciation de l’instrumentalisation du Roi par le PSC pour accéder au pouvoir, de l’autre. Intéressante est la notation de l’importance de la photo pour la glorification, de la caricature pour l’attaque. Amusant par contre est le constat que la bataille se joue au nom de l’unité belge ! N’y a-t-il pas eu d’images wallonnes ou républicaines ? Nous aurions par ailleurs aimé en apprendre plus sur les producteurs d’images.

Après l’abdication, le récit se fait plus léger et les conclusions sont incisives mais fort courtes. Elle relèvent toutefois une dimension souvent absente des commentaires : l’importance de la religion dans la personnalité intime du Roi.

Que penser au terme de cette recension d'un ouvrage qui, on l'aura deviné, est important et utile. Que reste-t-il de nos préventions à l'égard du genre adopté ? Passons rapidement sur l'erreur de casting qui fait place à ces pages incongrues, quelque peu primaires, sur l'image de Léopold III en France.

Restent les défauts que l'on pouvait prévoir. Cloisonnés chacun par leur sujet, les auteurs n'ont pu dessiner de lignes générales, embrasser le jeu entrecroisé de toutes les forces en présence. Ce qui, dans un affrontement de cette taille, est indispensable pour une compréhension profonde. Quid du patronat, des syndicats, de la société civile qui ne se laisse pas capter par de simples approches 'd'opinion publique' très rapidement esquissées au départ de sources incertaines ou incomplètes ? Qu'en est-il du contexte international ? L'un ou l'autre chapitre sur ces thèmes n'auraient pu que rallonger un livre déjà imposant, répondront sans doute les auteurs. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais bien de l'insertion de ces facteurs, et d'autres encore, dans un récit d'histoire globale donnant sens aux questions posées. Ce qui est en fin de compte, la mission même de l'historien et auquel ce genre permet d'échapper.

C'est donc un jugement nuancé que nous émettons, saluant cette mise à la disposition du grand public de l'avancée extraordinaire apportée par les nouvelles archives. Et, cocorico parfois bien nécessaire, soulignons que deux au moins de ces fonds exceptionnels reposent au CEGES, les papiers du Haut Commissariat à la Sécu-

rité de l'Etat et les extraordinaires Papiers Capelle, tout chargés d'histoire...

José Gotovitch

GASTON DURNEZ
«Felix Timmermans. Een biografie»
Tielt, Lannoo, 2001, 820 p. ⁹

Het lijkt er sterk op dat Felix Timmermans, ruim vijftig jaar na zijn overlijden, nog steeds sterk in het collectieve geheugen van het lezerspubliek in Vlaanderen en Nederland gegrift staat. De afgelopen jaren verscheen bijvoorbeeld nog een bijzonder succesvolle leeseditie van zijn verzameld werk bij het Davidsfonds; in die reeks werden niet alleen klassieke teksten opgenomen, zoals bijvoorbeeld *Pallieter* en *Boerenpsalm*, maar ook veel minder bekende en belangrijke schetsen en verhalen. Daarnaast is ook de aandacht voor de biografische persoon Timmermans allerm minst tanend. De talrijke volumes van het *Jaarboek van het Felix Timmermans-genootschap* hebben talloze gegevens opgedolven rond het leven en het oeuvre van de auteur. Nu ligt, tenslotte, een monumentale biografie voor van ruim 800 bladzijden. De auteur daarvan is de journalist Gaston Durnez, die zich eerder al als een cultuurhistoricus liet kennen met zijn tweedelige studie over de krant *De Standaard*, of met het vlot leesbare essay *De goede Fee*, dat als een voorstudie voor dit nieuwe werk beschouwd kan worden.

Over de globale beoordeling kan allerm minst twijfel bestaan. Gaston Durnez heeft, tot nader order, met dit boek een

9 Voor deze bespreking werd de tweede, gewijzigde druk van het boek gebruikt.

standaardwerk over Felix Timmermans geschreven dat qua diepgang en qua informatie alle eerdere biografische essays ruim overtreft. De auteur heeft niet alleen de omvangrijke secundaire literatuur verwerkt, hij is er ook in geslaagd om (onder meer via gesprekken met een aantal betrokkenen) tal van nieuwe gegevens aan te brengen, waardoor biografische leemten worden opgevuld. Zo gaat bijvoorbeeld heel wat aandacht uit naar de jeugd en de 'wordingsjaren' van de jonge auteur. Het wordt duidelijk dat Timmermans, via uiteenlopende vrienden en kennissen, zijn toevlucht zocht bij diverse invloedssferen (literair en artistiek, maar ook levensbeschouwelijk). Tevens wordt overtuigend aangetoond hoe de jonge schrijver zijn vak heeft geleerd met vallen en opstaan, te beginnen met stijl oefeningen in een bijzonder stuntelig taalgebruik. Op dezelfde wijze krijgen ook de andere episodes in het leven van de auteur hier nader reliëf. De levensomstandigheden in 'Lierke Plezierke', de perikelen in een kleine stadsgemeenschap, de politieke gebeurtenissen en de levensbeschouwelijke conflicten, Timmermans' reizen en lezingen... dat alles krijgt een mooie plaats in het levensverhaal van de schrijver-observator.

Daarbij komt nog dat de auteur Gaston Durnez – als gewezen journalist is dat overigens niet verwonderlijk – doorlopendelijk geeft van een vlotte pen. Anekdoten en historische data worden naadloos met elkaar verweven. Sterker nog, van bij het begin manifesteert Durnez zich niet als een afstandelijke wetenschapper, maar integendeel als een geëngageerde verteller. Hij komt geregeld tussen in zijn eigen verhaal, heeft het vaak gemoedelijk over 'bij ons in Lier', gebruikt zijn eigen dialect

en zijn sappige beeldspraak om het verhaal te stofferen. Met andere woorden, bij momenten heeft de lezer zelfs de indruk dat hij een tekst van Timmermans zelf aan het lezen is, en niet een essay over diens feitelijke leven. Dat Durnez doorlopend sympathiseert met zijn protagonist, zal evenmin verwonderen. In deze studie wordt de identificatie met Felix Timmermans ver doorgedreven, waardoor voor kritische kanttekeningen nauwelijks enige plaats wordt ingeruimd. Durnez gaat in vele gevallen spontaan uit van de goede bedoelingen van de auteur, en die intuïtieve sympathie weegt bij hem veel zwaarder door dan de kritiek die door anderen aan het adres van Timmermans is gericht.

Precies in dit opzicht blijft de afstandelijke lezer in mij, na de lectuur van dit monumentale boek, enigszins op zijn honger zitten. Aan de ene kant heb ik waardering voor de wijze waarop Timmermans hier wordt geportretteerd via een schat aan informatie. De schrijver komt omzeggens echt tot leven, wandelt langs de Nete, converseert met vrienden en bekenden. Via zijn ongepubliceerde teksten, zijn autobiografische notities krijgt de lezer zelfs een rechtstreekse inkijk in zijn gevoels- en zijn gedachtenwereld. Dat alles is niet vanzelfsprekend, zeker niet wanneer over een auteur reeds zoveel is geschreven.

Aan de andere kant blijft de geïnteresseerde lezer in een aantal gevallen duidelijk met vragen en problemen zitten. Die hangen grotendeels samen met het feit dat het hier een bijzonder vlot geschreven, haast journalistieke studie betreft, waarin anekdoten en herinneringen grotendeels de bovenhand halen op analyse en beschouwing. Timmermans verschijnt daardoor als de

held van het verhaal, maar om dat ten volle te realiseren is de globale encensering toch aanzienlijk ingekrompen. Zo wordt bijvoorbeeld vrij weinig aandacht geschonken aan de globale literaire situatie waarin Timmermans werkzaam was. Her en der citeert Durnez wel uit recensies over diens werk – ofwel om ze met instemming te gebruiken als garanties voor Timmermans' literaire kwaliteit, ofwel om ze enigszins meewarig terzijde te schuiven –, maar de kritische receptie van zijn werk en zijn literaire reputatie worden hier toch niet echt onderzocht. Dat is bijzonder jammer aangezien Timmermans' positie nauw verweven is met die van het genre van de streekroman. De hoogtes en laagtes in Timmermans' carrière hangen daarmee samen. Ook de enthousiaste ontvangst van *Boerenpsalm* is in dit opzicht bijzonder relevant, aangezien duidelijk aangetoond kan worden hoe Timmermans hier een 'moderne' roman heeft willen schrijven, zonder evenwel al de verworvenheden van zijn succes achter zich te laten. Dit soort beschouwingen blijft in deze biografische studie achterwege. Durnez heeft wel heel wat literair-kritische studies geraadpleegd – al is het merkwaardig hoe schrijffouten als "Missine" voor "Missinne" en "Van Duinkerke" voor "Van Duinkerken" aan het oog van auteur en redacteur zijn ontsnapt –, maar op dat terrein blijft zijn boek alleszins sterk in gebreke.

Hetzelfde geldt eigenlijk ook voor de wijze waarop het literaire werk van Timmermans in dit boek wordt opgevoerd. Durnez is op zijn best wanneer hij de wordingsgeschiedenis van een tekst kan belichten of wanneer hij de autobiografische inslag ervan kan verduidelijken. Waar het gaat om een specifiek literaire analyse of om

een meer gedetailleerde benadering, krijgt de lezer van deze biografie alleszins nauwelijks grondige informatie. Van een geïntegreerde benadering van leven en werk is hier, anders gesteld, niet echt sprake.

Ten slotte is er, niet verwonderlijk, de kwestie van Timmermans' maatschappelijke optreden. Durnez heeft, door zijn exclusieve focus op het individu Timmermans, vrijwel geen aandacht geschonken aan de wijze waarop een 'individuele auteur' en een 'publieke figuur' (die mee door de omstandigheden en de media wordt gecreëerd) een spanningsrelatie onderhouden. Voortdurend worden de goede bedoelingen van de auteur (waaraan men op zich evenwel niet hoeft te twijfelen, want in dit opzicht is de biograaf doorgaans wel overtuigend) als ultiem criterium gehanteerd om zijn handelen te begrijpen. Het gevolg van die strategie is wel dat Felix Timmermans door dit boek, en door een brok tumultueuze geschiedenis, kuiert als een sympathieke, maar vrij afstandelijke observator. Timmermans' engagement in artistieke kringen, zijn politieke engagement in het activisme, zijn lezingen in nazi-Duitsland... het wordt allemaal op een vergelijkbare wijze 'opgelost'. Telkens is de bedoeling van de auteur integer, maar kan het hem eigenlijk niet zoveel schelen; hij is afzijdig. Vergaderingen heeft hij nauwelijks bijgewoond, lezingen zijn lezingen en voor informatie over het land en zijn regime is geen tijd, enzovoort. Deze versie gaat evenwel voorbij aan de impact van deze gebeurtenissen op Timmermans' leven en werk. Durnez had hier de complexiteit van een historische constellatie kunnen schetsen, met de daaraan inherente ambivalenties

en aarzelingen en met de moeilijkheden waarmee individuele idealisten te kampen kregen, maar dat heeft hij systematisch (en, naar het lijkt, doelbewust) nagelaten. Alles wat aan deze biografie ook een tragische dimensie had kunnen geven – en aanzetten daarvoor zijn er vanaf de prille jeugdijaren tot het tragische levenseinde van de auteur – is geminimaliseerd, in een poging om van Timmermans ondanks alles een Pallieter-achtige levensgenieter te kunnen maken. Het conflict tussen de auteur en zijn meest geliefde personages mocht blijkbaar niet te groot worden.

Deze kritische bemerkingen zijn niet zonder belang, maar het dient gezegd dat deze biografie ze ook voor het eerst mogelijk maakt. Durnez opent, met andere woorden, een aantal kwesties die ongetwijfeld nog stof zullen opleveren voor verder historisch, cultuurhistorisch en literair onderzoek. Dat is geen geringe verdienste. Dat een streekauteur verdacht veel gaat lijken op de pittoreske personages uit zijn streekromans, zullen wij erbij moeten nemen, denk ik, net zoals modernistische auteurs onveranderlijk grote piekeraars blijken als hun biografie wordt geschreven. Ook dat zijn de beperkingen van een genre.

Dirk de Geest

GODFRIED KWANTEN

«August-Edmond De Schryver 1898-1991. Politieke biografie van een gentleman-staatsman»

(KADOC-STUDIES, XXXVII), Leuven, Universitaire Pers, 2001, 688 p.

In België lijkt de biografie als historisch genre aan een revival toe. Langs Franstalige kant zagen de laatste jaren biografieën het licht over ondermeer Henri Rolin (Devleeshouwer, 1994), Spaak (Dumoulin, 1999),

Duvieusart (Dujardin, 2000), Gutt (Crombois, 2000). In Vlaanderen zijn bv. te melden de studies over Arthur Verhaegen (De Maeyer, 1994), Van Zeeland (Henau, 1995), Van Cauwelaert (Wils, 1998-2000), Camille Huysmans (Hunin, 1999). De 20ste eeuw geniet duidelijk wel de voorkeur. De 19de eeuw wordt op dit ogenblik in België inderdaad wel wat stiefmoederlijk behandeld door historici; anderzijds is het ook zo dat heel wat archivalia uit de 20ste eeuw maar vrij recent beschikbaar zijn geworden.

Er is nu een nieuwe biografie voorhanden, over de katholieke politicus August De Schryver (1898-1991). Het betreft een uitgave door Kadoc van het proefschrift van dr. Godfried Kwanten, werkzaam op datzelfde Kadoc.

De Schryver zetelde van 1928 tot 1965 in de Kamer, was reeds in de jaren '30 verscheidene malen minister, zetelde tevens in de oorlogsregering-Pierlot, en speelde ook een cruciale rol in de naoorlogse politiek, ondermeer als eerste CVP-voorzitter (1945-1949), wat hem een hoofdrolspeler maakte in de afwikkeling van de Koningskwestie. In de jaren '50 ijverde hij voor de uitbouw van de christendemocratie op mondiaal vlak. In 1959-1960 zetelde De Schryver opnieuw in een regering, als minister van Koloniën, waardoor hij eens te meer in het oog van de storm belandde, ditmaal met het explosieve dossier van de dekolonisering. Na 1965 verdween De Schryver van het politieke toneel. Hij volgde de politiek nog op afstand en engageerde zich ten volle op andere maatschappelijke domeinen zoals dat van de ontwikkelingssamenwerking en van de vredesbeweging.

Gaston Eyskens bestempelde De Schryver in 1993 als “een van de grootste politieke figuren van ons land”. Deze uitspraak vormt als het ware het uitgangspunt voor de studie die Kwanten aan De Schryver heeft gewijd.

De auteur omschrijft zijn werk terecht als een “politieke biografie”, maar isoleert de politiek niet van de persoonlijkheid, in de mate waarin die verklaringen biedt voor zijn publieke activiteiten. En die persoonlijkheid mocht er zijn : De Schryver was een zeer hoogstaande figuur, zelfs zijn meest felle tegenstanders konden dat beamen. Hij werd gedreven door een zeer grote maatschappelijke bewogenheid, waarin plichtsbetrachting, verantwoordelijkheidszin en een heerlijk ouderwetse “offervaardigheid” gepaard gingen met grote verdraagzaamheid. Bedachtzaam en beheerst, gentleman-politicus met Britse allures, straalde hij gezag uit en bezat hij een talent om mensen vanuit hun verscheidenheid nader tot elkaar brengen. Zijn humanistische ingesteldheid putte hij uit een doorleefd en authentiek christelijk geloof.

De Schryver was niet alleen een ontmiijner, maar ook een bruggenbouwer. In een politiek systeem dat door coalities wordt beheerst, is zo iemand goud waard. De Schryver kon bovendien uitzonderlijk goed gedijen, omdat hij politiek bedreef in een periode die, op de Tweede wereldoorlog na, als een politiek continuüm kan worden aanzien : het ging in 1928-1965 haast steeds om coalities gevormd vanuit de drie traditionele partijen, in een Belgisch-unitaristische context.

De Schryvers prominente rol maakt dat dit boek meteen moest uitgroeien tot een

venster op de Belgische politiek tussen 1928 en 1965. Kwanten had een belangrijke troef : De Schryver heeft een zeer rijk archief nagelaten. Anderzijds moest de auteur ook een ontzaglijke stapel aan literatuur verwerken en bemeesteren. Hij deed dat, en beperkte zich niet enkel tot de historische werken, maar gebruikte waar nodig ook politicologische studies. De structuur is chronologisch, in zeven grote hoofdstukken die de opeenvolgende periodes uit het leven van de staatsman behandelen.

Godfried Kwanten is met brio geslaagd in “zijn biografie” : dit boek is een meesterwerk. Het is een rijp boek, goed doordacht, evenwichtig opgebouwd, waarbij de auteur steeds gelijkgestemd en bedachtzaam te werk gaat. De Schryver zelf zou het niet anders hebben gedaan. Het uitwerken van een biografie vraagt om een heel eigen historiografische methodologie. Kwanten stond dan ook voor zeer grote uitdagingen.

Een eerste grote opgave was het vinden van een evenwicht tussen de biografie van een man en de geschiedenis van een land. Het denken en doen van De Schryver moest telkens opnieuw in zijn historische context worden geplaatst, zonder dat het boek mocht uitgroeien tot een geschiedenis van België. Nu was De Schryver zo prominent aanwezig, dat je als vanzelf midden in de grote dossiers van het land belandt. Kwanten slaagt er in die dossiers te synthetiseren en vergeet nooit ze vanuit de focus-De Schryver te bekijken. Hier en daar lijkt de situering wel wat beknopt – zo vermeldt Kwanten niet expliciet de ophefmakende Bormsverkiezing in december 1928 in Antwerpen, wanneer hij het heeft over de gunstige conjunctuur voor nieuwe taalwetten in 1929 (p. 81-84). Anderzijds

begrijp ik de soms minimalistische keuze best wel : dit boek telt nu al 688 pagina's !

De tweede methodologische uitdaging was deze: wat is de invloed van een individu – in casu De Schryver – op de geschiedenis ? Dat brengt me meteen bij de conclusies (p. 623-633), die voor mij het enige punt van kritiek uitmaken. Kwanten richt die wat te eenzijdig op de persoonlijkheid van De Schryver; diens realisaties als zodanig, worden er te weinig geëxpliciteerd en geanalyseerd. Nu was De Schryver misschien niet de man die veel concrete punten scoorde. Kwanten zet inderdaad een figuur in de verf die vooral mediator was, die hielp bij de totstandkoming van het compromis. Via De Schryver krijgt de lezer dan ook een erg interessante kijk op de werking van de coalitiedemocratie. De Schryver was zeker niet de man van de grote actie, hij die in de voorhoede loopt en die grote realisaties achter zijn naam zet. Hem kunnen, aldus Kwanten, geen grote wapenfeiten worden toegeschreven zoals een Gutt-operatie of een Harmel-doctrine. Daarmee beland je bij de limieten van De Schryver. Kwanten drukt het zo uit : “In zijn politieke loopbaan ontbeerde De Schryver (...) een zekere panache en durf, een zekere hardheid en onverzettelijkheid ook, om iedere dag opnieuw 100 % beschikbaar te zijn, eigen standpunten door te drukken en de confrontaties aan te gaan in de slangenkuil van partijen, fracties, individuele intriges, pers, belangengroepen en publiek. Soms schrok De Schryver ervoor terug zijn nek uit te steken (...). Voor de kabinetsformatie en -leiding schoot hij juist dat tikkeltje te kort”. De Schryver was inderdaad veeleer iemand die de voortgang schraagt en mee mogelijk maakt. Hij speelt misschien zelfs

een centrale rol in de doorbraak, maar naar buiten toe zal dat niet steeds blijken, vaak integendeel zelfs. De Schryver had er ook geen belangstelling voor om in de kijker te lopen, en putte zijn kracht en invloed vooral uit zijn achtergrondrol. Hij was er overigens helemaal niet op uit minister te zijn.

Nu verdienen de realisaties van De Schryver in de conclusies toch een meer diepgaande synthese. Heel interessant bijvoorbeeld is de Kwantens analyse van de rol van partijvoorzitter De Schryver in de naoorlogse koningskwesitie en in zijn pogingen om een pacificatie te bekomen (p. 339-379). De Schryver zette alles op alles om de links-rechtse polarisering te doorbreken. In oktober 1948 stelde hij echter vast dat de pogingen daartoe tot mislukken gedoemd waren. Hij moest de duimen leggen voor de leopoldisten. Ook op andere fronten smolt de pacificatie als sneeuw voor de zon, wat bezegeld werd door de verkiezingen van juni 1949. Kwanten reikt overigens her en der ook heel heldere analyses aan over de werking van de CVP, en voordien van de Katholieke Partij.

Wat de verdiensten van De Schryver betreft is het ook zo dat hij een aantal malen minister was, en dat je als minister hoe dan ook een beleid voert, dingen doet. In de eigenlijke tekst zie je dat ook herhaaldelijk : in die functie had De Schryver soms een impact die veel ruimer reikte dan die van mediator. Als minister van Landbouw in 1935-1936 droeg hij duidelijk bij tot de verbetering en modernisering van de landbouw (p. 155-159). Als minister van Binnenlandse Zaken in 1936-1937 had De Schryver een wezenlijk aandeel in het

afblokken van Degrelle en de Rexisten (p. 172-176). De Schryver verfoeide inderdaad de totalitaire partijen en kwam steeds met volle overtuiging op voor het West-Europese parlementaire systeem en voor de Belgische grondwet. (Zijn vurig geloof in het Westerse model verklaart ook gedeeltelijk zijn falen als minister van Koloniën in 1959-1960: het eigen systeem was niet zonder meer transposeerbaar naar Congo.)

Kwanten had overigens soms nog wat dieper mogen ingaan op de minister-ambten van De Schryver. Wanneer hij stelt dat De Schryver er, als “waakhond” in de regering van de katholieke flaminganten, er niet in slaagde om de naleving van de taalwet van 1932 op het bestuur af te dwingen (p. 159-162 en 178-185), dan moet misschien toch ook nagegaan worden a) wat de problemen precies waren en b) of De Schryver als minister daar überhaupt iets aan kon doen. De taalwet had een zeer diepgaande impact, en de problemen waren toch vooral marginaal (vooral de taalgrensgemeenten). Was DS niet slachtoffer van de Vlaams-nationalistische agitatie die ertoe strekte de positieve kanten van de taalwetten te minimaliseren? En leed De Schryver niet reëel onder het feit dat zijn departement niet steeds bevoegd was, en dat hij ook geen instrumenten kreeg om op te treden tegen ondergeschikte besturen? Het gaat hier niet zozeer om “verzachtende omstandigheden” (p. 184) maar wel om bestuurs-technische aangelegenheden.

In de oorlogsperiode had De Schryver, als minister, gedeeltelijk buiten zijn wil om, een geringe impact. Grotendeels gewild was het afwachtende politieke non-actief

waarin hij zich bevond vanaf de zomer van '40 tot in 1942, in Vichy-Frankrijk. Eens in Londen, zette hij zich als minister van Binnenlandse Zaken “*extra muros*”, in voor iets wat uiteindelijk niet nodig zou blijken: de voorbereiding van een burgerlijk bestuur over België dat met de geallieerden zou worden gedeeld, in afwachting van de algehele verovering van het land. De vlugge geallieerde optocht in België maakte die “*Civil Affairs*”-regeling echter overbodig.

Kwanten gaat, wat de oorlog en zijn nasleep betreft, overigens diepgaand in op de positie van De Schryver t.a.v. de “repressiewetgeving” en de bestuurlijke uitzuivering. Wat dat laatste betreft onderstreept Kwanten, in navolging van Huyse en Dhondt, de centrale rol van De Schryver: hij droeg sterk bij tot de bestuurlijke chaos die dadelijk na de bevrijding zou toeslaan. De radicale afzetting van twijfelachtige ambtenaren was niet onderbouwd door degelijke procedures en ook werden de vacante plaatsen niet vlug genoeg opgevuld zodat het machtsvacuüm er alleen maar groter op werd (p. 248-251).

Wat de “repressie” betreft was De Schryver geen hoofdrolspeler: de belangrijkste besluiten terzake waren reeds genomen vooraleer hij opnieuw in de regering-Pierlot ging zetelen. Als oorlogsminister stemde de van nature zo verzoenlijke De Schryver nochtans wel in met dat beleid. De afrekening met de Nieuwe Orde speelde daarin ongetwijfeld een grote rol. Vraag is of een andere factor, die Kwanten slechts zijdelings vermeldt, niet evenzeer doorslaggevend was: in de vele rapporten die Londen uit bezet gebied bereikten, werd unisono gewezen op het explosieve

klimaat en op de te verwachten bloedige afrekeningen; risico dat, aldus nog die rapporten, alleen kon worden tegengegaan door een zeer doortastend regerings-optreden. Dat betekende enerzijds de dadelijke internering van de vele verdachten, teneinde hen te onttrekken aan de volkswoede; en anderzijds ook een strenge bestraffing.

Opmerkingen van deze aard maken deel uit van het historische debat en doen geen afbreuk aan de grote verdiensten van de auteur. Met zulk *opus magnum* over een centrale figuur in de Belgische politiek gedurende 50 jaar, heeft Godfried Kwanten een belangrijke bijdrage geleverd aan de historiografie van de 20ste eeuw. Men kan alleen maar hopen dat het Kadoc, met zijn vele persoonsgebonden archieven, ook het aanmaken van andere biografieën zal stimuleren.

Herman Van Goethem

II. Histoire culturelle / Culturele geschiedenis

CHRISTIAN DE BORCHGRAVE

«Eerst Vlaanderen voor Christus. De pionierstijd van het Ruusbroecgenootschap»

Averbode, Altiora, 2001, 358 p.

Het Ruusbroecgenootschap is een internationaal gerenommeerd onderzoekscentrum op het gebied van de Nederlandse vroomheid en meer bepaald de Brabantse mystiek. Vandaag de dag maakt het Ruusbroecgenootschap deel uit van de vakgroep Religieuze Wetenschappen van de UFSIA en heeft daardoor in de eerste plaats een zuiver wetenschappelijke opdracht. Dat was echter ooit anders. Toen het studiecentrum in 1925 werd opgericht door de Jezuïeten-filologen

Desideer Stracke, Jozef Van Mierlo jr., Jan Baptist Poukens en Leonce Reypens, vertolkte het een Vlaams en katholiek engagement. Meer nog: het studiecentrum werd door de vier *founding fathers* opgevat als een instrument om een voortschrijdende moderniteit te kanaliseren. Zoals Reypens bij zijn huldeviering in 1965 stelde, kon juist door Vlaanderen vertrouwd te maken met “de godsdienstige schatten die wij op zo merkwaardige wijze in het verleden hadden opgehoopt en die nog in zoveel vergeten geschriften opgeborgen bleven” een actieve toekomst worden uitgebouwd. Een gedegen kennis van de middeleeuwse, vooral Ruusbroeciaanse, mystiek en de daarbij horende mythische waarden (gemeenschapszin, uitgezuiverde religiositeit) kon een expliciete inspiratiebron zijn om de twintigste eeuw te herkerstenen en weerwerk te leveren tegen individualisering, massificatie en een voortschrijdende secularisering. Maar niet enkel een *renouveau catholique*, ook de Vlaamse emancipatie kon met een nauwgezette filologische arbeid worden onderbouwd. Een essentialistisch nationalisme dat natie en volk als natuurlijke en dus goddelijke creaties beschouwde, vond in de bestudering van de middeleeuwse, in het middelnederlands geschreven, mystieke geschriften een gedroomde legitimatiegrond. De jezuïet-filologen meenden met hun werk immers niet enkel op een historisch begin van culturele ontwikkeling te focussen, maar ook op wat zij zagen als het beginsel van elke culturele heropleving, namelijk de verbondenheid van Christus en Vlaanderen.

De titel van deze studie, die verscheen naar aanleiding van het vijftienzeventigjarig

bestaan van het genootschap, zou kunnen laten uitschijnen dat er enkel wordt ingehaakt op de eerste jaren van het studiegenootschap. Dat is echter niet het geval. Het opzet is veel ruimer. Er wordt gepoogd het Ruusbroecgenootschap, zoals dat bestond tijdens het eerste kwart van deze eeuw, te situeren in wat het 'cultureel en maatschappelijk perspectief' heet. Dergelijke opzet dient vrij letterlijk te worden genomen. In een eerste omvattende hoofdstuk wordt een algemene cultuur- en kerkgeschiedenis voorgeschoteld die bijna volledig los staat van de geschiedenis van het Ruusbroecgenootschap, maar waarvan wel wordt verondersteld dat de lezer deze informatie in het achterhoofd houdt wanneer hij zijn lectuur verderzet. Want hoewel het boek steunt op een nauwgezette heuristiek in tal van bibliotheken en archieven en zowel oog heeft voor de door naijver gekenmerkte motivatie van de vier stichters als de spanning met de kerkelijke overheden (de eigen moeizaam vernederlandste jezuïetenorde inbegrepen) vaak minitueus blootlegt, vervaagt deze demythologiserende inbreng binnen het totaalgeheel. De Borchgraves presentatie van de onderzoeksgegevens wordt immers allerminst gekenmerkt door een vloeiende en coherente synthese. Het geheel van algemene cultuur- en kerkhistorische gegevens die worden aangereikt in het eerste hoofdstuk, wordt door de auteur te veel beschouwd als het onmisbare achtergrondscherf om de moeizame wordingsgeschiedenis van het Ruusbroecgenootschap tegen te kunnen projecteren. De hoofdstukken van het middenstuk die inzoomen op de vier tenoren (chronologisch onderverdeeld in drie periodes : 1875-1925, 1925-1931 en 1925-1972) gaan daardoor

gebukt onder een gebrek aan problematisering. De deeltjes die over één bepaald figuur handelen, zijn daarom veeleer uitgeschreven biografische fiches dan de scherpe intellectuele portretten die men zou verwachten. Zo wordt er telkens op een heel schoolse, vaak ongeïnspireerde wijze begonnen bij de geboorte van één van de hoofdrolspelers om vervolgens systematisch zijn hele carrière te doorlopen waarbij de stichting van het Ruusbroecgenootschap wel als hét sleutelmoment dient, maar er slechts zelden dwarsverbanden tussen de verschillende actoren worden gecreëerd.

Het aanvoeren van veel data wordt gezien als een *conditio sine qua non* : quasi elke paragraaf wordt aangevat met een datum die de introductie vormt tot een (vaak zelfs niet zo betekenisvol) fragment uit het leven van de besproken figuur. Op het vlak van feiten wordt er op die manier aan de lezer niets onthouden: hij kan van dag tot dag volgen welke bibliotheekbezoeken en reizen, leeropdrachten en benoemingen, publicaties en bijeenkomsten de vaak moeizame wetenschappelijke carrière van de vier tenoren tekenden. Dergelijke ontleding van het curriculum gaat bovendien gepaard met reproduceren van grote delen (vaak meer dan een pagina lang) uit redevoeringen, artikels of brieven. Het boek krijgt daardoor de uitstraling van een kroniek en staat veraf van een voldragen monografie die adequaat de door de vier hoofdrolspelers opgestarte toeëigenings- en acculturatieprocessen analyseert. De auteur heeft blijkbaar moeite om uit een discours een aantal korte verhelderende citaten te plukken. Dit maakt de uiteenzetting onnodig omslachtig en stremt bovenal de uiteenzetting. Zo hadden

Strackes cultuurkritische bespiegelingen (p. 61-65) op een opmerkelijk kortere manier kunnen worden aangebracht. Iets wat ook kan gezegd worden van de literatuurtheoretische bespiegelingen van van Mierlo.

Het gebrek aan transparantie wordt echter bovenal veroorzaakt door het ontbreken van een conceptuele benadering. De al te descriptieve aanpak had immers kunnen worden vermeden als het eerste deel van het boek niet als een soort van onafhankelijke verklaring en ultieme wegwijzer was opgevat, maar in het corpus zelf was verweven. De uiteenzetting had zich dan, zonder de contextualisering uit het oog te verliezen, zich kunnen ontwikkelen vanuit meer thematische invalshoeken als bijvoorbeeld de problematiek van cultuurkritiek (bv. Strackes degeneratiedenken), de recuperatie en representatie van het verleden (bv. het mediaevilisme van Van Mierlo en Reypens) of immer opduikende rasbegrippen bij de vier jezùieten. Dergelijke benadering had er voor kunnen zorgen dat de tekst niet, zoals nu het geval is, al te vaak verwordt tot een droge reeks van chronologisch geordende feiten waarbinnen detail en essentie in elkaar overvloeien. Het verschijnen van een recensie of een kort overleg met een vakgenoot, wordt nu immers even belangrijk als een belangrijke benoeming of publicatie. Interessante discussies (bv. de polemiek tussen van Mierlo en de Amsterdamse hoogleraar Jan te Winkel) staan nu verloren in de uitgesponnen curricula. De slaafse navolging van het bronnenmateriaal laat bovendien ook maar weinig ruimte over om tot kritische kanttekeningen of problematisering *tout court* te komen. Het verklarend gewicht dat door de auteur aan het eerste

hoofdstuk werd gegeven, wreekt zich in feite doorheen heel het boek. Zo gaat er wel terecht veel aandacht uit naar de relatie tussen kunst en mystiek in het denken van Leonce Reypens, maar wordt te weinig de nadruk op gelegd dat Reypens zijn bespiegelingen kaderen binnen een bredere discussie, namelijk de problematische verhouding tussen ethiek en esthetiek bij katholieke kunstenaars in de jaren twintig. Als Reypens de leden van de katholieke kunstenaarsvereniging De Pelgrim als “priesters der schoonheid” voorstelde en hun aanspoorde om hun verftubes en penselen als concrete instrumenten van een katholieke Bildungsideaal te zien, verwoordde hij immers niet enkel een emancipatorisch ideaal. Hij startte ook een proces van toeigening op. Door de modernistische kunstontwikkelingen (zoals de abstracte schilderkunst), die zich juist verzelfstandigden ten aanzien van politieke en morele verwachtingen, als een logische verderzetting van het Vlaamse mystieke verleden te presenteren, trachtte hij de modernisering van de katholieke kunst geloofwaardig en bovenal acceptabel te maken. Het ‘messianisme’ van Reypens rustte dus op een ideologische kanalisering. Of beter: een religieuze modernisering.

Een ander nadeel van een descriptieve aanpak die lak heeft aan comprimering, is dat er steeds minder bekende terminologie, individuen en gebeurtenissen die in de citaten opduiken nadere uitleg vergen die door de lengte van de citaten niet in de tekst zelf kan worden geleverd. Heel veel broodnodige verduidelijkingen van de citaten (specifieke termen, individuen) worden naar de eindnoten geëvacueerd. De lezer wordt hierdoor voor een tweede

maal geremd, want je bent als lezer immers verplicht om regelmatig de eindnoten in het boek te consulteren wil je de geciteerde fragmenten inzichtelijk maken. De uitgesponnen neerslag van de bronfragmenten maakt het ook niet altijd even duidelijk of het om een commentaar van de auteur gaat, of dat de bron nog verder wordt geparafraseerd. Soms ontstaat zelfs de indruk dat het archaische taalgebruik van de jaren twintig de schrijfstijl van de auteur heeft getekend: in de rand van de lange citaten durven wel eens heel wollige of gekunstelde zinnen op te duiken. Het besluit is daarentegen opmerkelijk helderder en weet in een kort bestek een aantal krachtlijnen (het elitedenken binnen het Ruusbroecgenootschap en het constructieve karakter van een essentialistisch nationalisme) te bundelen. Maar nogmaals, het valt te betwijfelen of daaraan zoveel wijdlopijge tekst moet voorafgaan.

Rajesh Heynickx

HARRY VAN VELTHOVEN & JEFFREY TYSENS

«**Vlaamsch van taal, van kunst en zin. 150 jaar Willemsfonds (1851-2001)**»

Gent, Willemsfonds Algemeen Bestuur i.s.m. Liberaal Archief, 2001, 256 p.

EDWARD DE MAESSCHALCK & LUC VINTS

«**Davidfonds 1875-2000**»

Leuven, Davidfonds/KADOC, 2000, 175 p.

Verjaardagen vormen een uitstekende gelegenheid om terug te kijken en de geschiedenis van de eigen organisatie te boek te (laten) stellen. Willemsfonds (°1851) en Davidfonds (°1875) vroegen daarvoor ervaren historici: Harry Van Velthoven en Jeffrey Tyssens enerzijds, Edward De Maesschalck en Luc Vints anderzijds.

Het eerste opvallende verschil is dat voor het Davidfondsboek zichtbaar meer geld

werd klaar gelegd. Het is daardoor veel rijker geïllustreerd dan het Willemsfondsboek. Het oogt niet alleen mooier, de illustraties ondersteunen de inhoud en helpen de lezer zich onder te dompelen in de sfeer van de tijd en het milieu. De bijschriften bij de foto's zijn trefzeker zodat de lezer de hoofdlijnen van het Davidfondsverhaal meteen beet heeft terwijl ze tegelijkertijd een uitstekende smaakmaker vormen die aanzet om ook de hoofdtekst te lezen. Die strategie heeft zeker voordelen wanneer het gaat om historisch werk voor een groot publiek.

Voor verenigingen die een respectabele leeftijd hebben bereikt zoals het Davidfonds en het Willemsfonds, bieden dergelijke studies de mogelijkheid om bijna heel de geschiedenis van de Vlaamse Beweging te onderzoeken. Je zit bovendien per definitie op het raakvlak van de communautaire en de levensbeschouwelijke breuklijnen en dat opent boeiende perspectieven. Daarnaast is het kenmerkend voor een goede synthese dat ze meteen ook de zin aanscherpt voor nieuw en verder onderzoek. Daar zijn beide werken in geslaagd.

Er is overigens nog veel te ontdekken. Wanneer het gaat om het activisme van '14-'18 ging de activistische beïnvloeding heel wat verder dan de auteurs bevroeden. De aan voorzitter Vliebergh o zo trouwe latere Davidfondssecretaris Eduard Amter, was op dat ogenblik een piepjonge bediende, betaald met geld van de Boerenbond. Maar hij probeerde wel om een benoeming te versieren in een van de ministeries die door bezetters en activisten werden gesplitst na afkondiging van de administratieve scheiding. In Limburg

bleef afdeling Hasselt als enige actief. Maar de plaatselijke grote roerganger Eugeen Leën fungeerde tegelijkertijd op de achtergrond als een vertrouwensman voor het activisme en kon daardoor rekenen op Duitse tegemoetkomendheid. Na 1918 werd hij Davidsfondspropagandist voor heel de provincie. Hij was ook de man die de teksten voor de spraakmakende uitgave van het “Oorlogsboek” waarin de afdelingen de bezettingstijd beschreven, beoordeelde. Het is ondermeer daarom dat er in dat overzichtswerk zo weinig te lezen valt over het activisme. Liever verzwijgen was de boodschap. De opmerking van De Maesschalk dat de activisten binnen het Davidsfonds “volledig geïsoleerd” waren, is al te stellig. Ook voor een aantal Davidsfonds-militanten was de “administratieve scheiding” van de *Flamenpolitik* een formidabel project dat hen in vervoering bracht.

De Eerste Wereldoorlog ondergroef ook de positie van het Willemsfonds. Een belangrijk deel van het kader koos voor het activisme en dat deed de organisatie erg veel pijn want een groot deel van zijn jongere militanten werd daardoor uitgeschakeld na 1918. Het Willemsfonds koos zelf voor een onverzoenlijke houding en sloot de activisten uit. Het argument van “idealisme” werd niet aanvaard. Deze zuivering maakte een aantal afdelingen vleugellam.

Oppervlakkig gezien lijkt het er op dat het Willemsfonds erger getroffen werd door het activistische avontuur dan het Davidsfonds. Verder onderzoek zal echter uitwijzen dat het Davidsfonds er gewoon beter in slaagde de activistische sympathisanten in zijn rangen in te dekken; al was het maar omdat velen van deze mensen ook tijdens

de oorlog activisten “in stilte” waren geweest. Meteen ligt hier een belangrijk feit voor ons dat van grote betekenis was voor de verdere geschiedenis. Het Davidsfonds wees de anti-Belgische stroming minder categoriek af en raakte met zijn katholiek-traditionalistische achtergrond nauwer verweven met de verrechtsing zoals die ondermeer in VNV en Verdinaso tot uiting kwam in de jaren dertig. Het is geen toeval dat de latere SS-man Robert Verbelen in de jaren net voor de Tweede Wereldoorlog ondervoorzitter was van Davidsfonds-afdeling Herent. Terwijl Willemsfonds omwille van zijn eerder vrijzinnige en stedelijke achtergronden precies een sterke allergie ontwikkelde voor die stroming en daardoor tijdens de Tweede Wereldoorlog veel meer afstand hield van de collaboratie. Enkele tientallen Willemsfondsen verloren het leven door de Duitse repressie.

Zowel Davidsfonds als Willemsfonds hebben de culturele omslag van de jaren zestig-zeventig duidelijk mee ‘gemaakt’, al kan bijvoorbeeld de pijnlijke afschaffing van het Jong-Davidsfonds anders doen vermoeden. Beide verenigingen werkten nu geregeld samen om de Vlaamse natievorming verder gestalte te geven en ze opteerden voor het federalisme. Ze namen daarbij geleidelijk afstand van het Belgische “vaderland” dat hen beiden bij de stichting in de vorige eeuw zo inspireerde.

Toch bleef het trauma van de ideologische sterk gekleurde Tweede Wereldoorlog sterk meespelen. De Davidsfondsomgeving leende zich meer tot een tegemoetkomende houding ten aanzien van de gewezen collaborateurs dan die van het Willemsfonds. Eminente medewerkers

van het uiterst-rechtse weekblad 't *Pallieterke* – waaronder Gerolf Annemans – konden vele tientallen keren een Davidsfondszaal ideologisch op een Vlaams Blokspoor brengen. Vlaams-nationalisten die het woord “België niet konden uitspreken zonder walging te voelen” (om het boek te citeren) konden in Davidsfonds-afdelingen probleemloos meewerken. Dat men daar weinig attent voor was bleek bij de verkiezing van Lieven Van Gerven als voorzitter. Hij sloot zich hoe langer hoe meer bij de anti-Belgische strekking aan; verklaarde dat Vlaanderen zelf amnestie moest verlenen aan de collaborateurs en onverbiddelijk zijn zelfstandigheid moest verwerven, zelfs al verliep dat langs niet-legale weg. Die toespraak werd nadien door het Vlaams Blok gebruikt om zichzelf te legitimeren. Het bestuur moest de zaken rechtzetten en benadrukken dat het Davidsfonds vasthield aan de legale weg. Met zijn confrontatie met het IJzerbedevaartcomité – tenminste met de meerderheidsstrekking rond Lionel Vandenberghé – bracht Van Gerven de vereniging in een lastig parket. Dat leidde tot een conflict waardoor hij het voorzitterschap verloor.

Ook in het Willemsfonds zette die Vlaamse natievorming zich door en alle verwijzingen naar België werden in de loop der jaren zeventig geschrapt. Federalisme en gewestvorming waren ook voor de liberale partij ondertussen niet langer taboe. Het is geen toeval dat in dezelfde periode het Willemsfonds bereid was om de spons te vegen over de collaboratie en er voor pleitte de gevolgen van de repressie op te lossen voor wie zich niet aan oorlogsmisdaden schuldig had gemaakt. Maar anders dan in het Davidsfonds werd tegelijkertijd het bestuur onrustig omwille van de groeiende

kracht van extreem-rechts in het Vlaams-nationalisme. In 1980 was het Willemsfonds die infiltratie beu, ondermeer omdat er Belgische vlaggen waren verscheurd op het parcours van een flamingantische betoging te Gent. Het optreden van Lieven Van Gerven verdiepte nadien de kloof tussen beide organisaties.

Na lezing van beide studies zal niemand meer overtuigd moeten worden van het grote belang van beide organisaties die generaties lang cultuur tot in de kleinste hoeken van het land hebben gebracht.

Luc Vandeweyer

III. Politieke geschiedenis / Histoire politique

MARC GALLE & SYLVAIN LOCCUFIER (RED.)

«Facetten van honderd jaar politieke, economische en sociale geschiedenis. Herdenking geboorte Achiel Van Acker 1898-1998»

Brussel, VUBPress, 2000, 165 p.

In 1998 was het precies honderd jaar geleden dat Achiel Van Acker te Brugge werd geboren. Niets leende zich beter tot een eervolle historische herdenking dan een dergelijke jubileumviering. Een colloquium in Van Ackers geboortestad, georganiseerd door de gelijknamige stichting, sloot in november 1998 het zogenaamde ‘Van Ackerjaar’ met de nodige grandeur af. Veel meer dan een louter huldebetoon aan het leven en werk van de gewezen socialistische premier bood het colloquium een kritisch platform voor de aanzet tot wetenschappelijk onderzoek over de rol en de betekenis van Achiel Van Acker voor het politieke, economische en sociale leven in België. De Acta van het historische luik van dit colloquium werden onder redactie van

Marc Galle en Sylvain Loccufier in 2000 gepubliceerd. Het resultaat is een boeiende en veelzijdige verzamelbundel, die zeer heterogene portretten en bijdragen bevat van zowel politici uit eigen rangen als academici uit diverse disciplines.

Het is net die heterogeniteit die het aflijnen van een eenduidig concept voor dit boek onmogelijk en tegelijk onnodig maakt. “Facetten van honderd jaar politieke, economische en sociale geschiedenis” is een titel die overduidelijk de ruime, vrij diffuse lading dekt. Het was allicht niet de bedoeling om een afgerond geheel van netjes in elkaar hakende artikels af te leveren. Misschien daarom ook dat de inleiding vrij summier is gehouden en de editors zich beperken tot een korte aankondiging van de individuele bijdragen. Een algemeen beschouwende introductie waarin een aantal duidelijke krachtlijnen in globo worden geschetst mag de lezer niet verwachten. De waarde van de op zichzelf staande artikels wordt daardoor des te groter. Zelf onderscheiden we twee invalshoeken, waarrond deze publicatie – mogelijk – is opgebouwd (vanzelfsprekend kan elkeen best een andere samenhang ontdekken, dat is nu net het grote voordeel van dergelijke verzamelbundels). De eerste drie artikels nemen de figuur Van Acker en zijn beleid als centraal uitgangspunt; de laatste drie kaderen de Belgische welvaartsstaat respectievelijk in het economische, het politieke en het sociale veld.

De naam Achiel Van Acker is onmiskenbaar gelinkt aan de invoering van de

verplichte sociale zekerheid in 1945. In de onmiddellijke naoorlogse periode leefde hij als een bijna mythische figuur – niet in het minst in de schoot van de BSP – die als onderhandelaar en promotor van het Sociaal Pact (1944) de ultieme brug had geslagen naar de Belgische welvaartsstaat. Die aureool werd hem geleidelijk aan ontnomen. Wetenschappelijk onderzoek wees reeds vroeger uit dat de eer van de uitbouw van de Belgische sociale zekerheid Van Acker niet alleen toekomt¹⁰. De demythologisering van de figuur Van Acker en zijn beleid vormt in de uiteenlopende bijdragen een belangrijk ankerpunt. Het valt niet te ontkennen dat hij als premier en minister een onuitwisbare stempel op de Belgische politiek heeft gedrukt: “Hij was de staatsman die in de meest gedestabiliseerde sociaal-economische en maatschappelijk-politieke omstandigheden het vooroorlogse politieke regime met vaste hand restaureerde en dit in een politieke constellatie die zowel aan de linkerzijde als aan de rechterzijde door een sterk explosief potentieel werd gekenmerkt” (Els Witte, p. 58). Tegelijk wordt bewezen dat zijn rol echter niet mag worden overschat. Met de gewijzigde maatschappelijke situatie in de eenentwintigste eeuw en het steeds meer ter discussie stellen van de welvaartsstaat, plaatsen verscheidene auteurs de verwezenlijkingen van Van Acker in hun –noodzakelijke – context.

In zijn bijdrage, veeleer een persoonlijk portret, blikt Fred Erdman, toenmalig SP-voorzitter, terug op de afkomst en het opgroeien van Achiel Van Acker, of hoe diens maatschappelijke strijd lust vorm

¹⁰ Zie o.m. D. LUYTEN & G. VAN THEMISCHE (red.), *Het Sociaal Pact van 1944. Oorsprong, betekenis en gevolgen*, Brussel, VUBPress, 1995, 368 p.

kreeg vanuit het Brugse arbeidersmilieu. Ook Erdman bestempelt zijn partijgenoot als een belangrijk monument voor de sociale zekerheid en kent hem een voor-aanstaande plaats toe in de annalen van het Belgische socialisme. Terwijl deze eerste bijdrage de symboolwaarde van Achiel Van Acker nog cultiveert, laten Dirk Luyten en Rik Hemmerijckx ons een ander beeld zien. Zij plaatsen vraagtekens bij het politiek leiderschap en de vrij autoritaire machtsuitoefening van de socialistische voorman. Bovendien was de verplichte sociale zekerheid slechts één pijler van de verzorgingsstaat en kon Van Acker een aantal zaken, op economisch vlak, niet doordrukken. De auteurs schetsen een evolutie van de opgang van de politicus vanaf de jaren 1930 tot de totstandkoming van het Sociaal Pact na de bevrijding en wijzen op de problemen en tegenstand waarmee Van Acker af te rekenen kreeg. Ze tonen op een verhelderende manier aan dat het vooroorlogs openlijk overleg, o.m. na de gewijzigde institutionele ontwikkelingen, duidelijk had afgedaan. Bovendien stond Van Acker niet alleen op het toneel: in de schaduw van de man uit Brugge verscheen steeds weer de Waal Henri Fuss, maar ook de christen-democraten speelden een niet te verloochnen rol. Het traditioneel reformistisch pragmatisme van socialisten à la Van Acker, waarin doctrinaire kwesties en structurele, lange termijnopties naar de achtergrond werden geschoven, kende grenzen. Stellen dat Van Acker dé architect van dé Belgische welvaartsstaat is, zou dan ook overdreven zijn. De discussie of de totstandkoming van de sociale zekerheid in 1945 nu een mijlpaal was, dan wel een *modus vivendi* opent daarentegen eens te meer boeiende perspectieven. De bijdrage van Els Witte sluit

daarbij aan. In haar studie van de ‘paarse’ regeringen, waarvan ooit werd gedacht dat dit een unicum in de Belgische politiek zou worden (recente ontwikkelingen hebben aangetoond dat dit niet zo was), benadrukt Witte de sterke persoonlijkheid van Achiel Van Acker. In een kritische inhoudsanalyse vergelijkt ze de hoofdlijnen van het beleid van de twee uitzonderingsregeringen (1945-1946 en 1954-1958), waarin rood en blauw o.l.v. premier Van Acker samen regeerden en de katholieke oppositie voerden. Hoe ‘paars’ toen reageerde op de hete hangijzers van die tijd, zoals de schoolstrijd en de koningskwestie (Van Ackers problematische, maar toch discrete opstelling t.o.v. de kroon) toont Witte overtuigend aan.

De overige bijdragen stappen af van de concrete verwezenlijkingen van Van Acker. Zij schetsen een breder sociaal-economisch en actueel politiek-institutioneel kader waarin het ontstaan en de betekenis van de sociale zekerheid tot op de dag van vandaag wordt geduid. Herman Deleek, gewezen CVP-senator en zelf participant bij de uitbouw van dit stelsel in België, belicht in een veeleer macro-economische studie, voorzien van het nodige cijfermateriaal, de kracht en de zwakheden van onze sociale zekerheid. Ook hij, net zoals Luyten en Hemmerijckx, relateert de ‘grote sprong voorwaarts’ die het Sociaal Pact in 1944 zou geweest zijn. Hoewel de principes en grondslagen van de naoorlogse sociale zekerheid toen werden vastgelegd, bleken niet alle problemen en tekortkomingen in één pennentrek opgelost. Deleek argumenteert dat de laatste vijftig jaar het gewicht van de sociale zekerheid enorm toegenomen is (tot bijna een kwart van het BBP),

maar dat de structurele ongelijkheid vandaag de dag nog steeds realiteit is. De inkomensherverdeling van rijk naar arm verloopt immers veel minder efficiënt dan gewenst, een stelling die Deleek ook reeds in zijn vroegere studies verwoordde. De grensoverschrijdende blik van de auteur duidt de wezenlijke verschillen tussen het continentale systeem van de sociale zekerheid en het anglicaanse stelsel, gebaseerd op de principes van gelijke nationale uitkeringen, uitgetekend door Beveridge. Politologen Kris Deschouwer en Theo Maarten Jans analyseren in hun bijdrage de gevolgen van de recente ontwikkelingen in de staatsvorming voor de Belgische politieke stabiliteit. Hoewel dit artikel, op het eerste gezicht, van deze verzamelbundel de minst vanzelfsprekende band met Achiel Van Acker en zijn tijd veronderstelt, opent het boeiende interdisciplinaire perspectieven. Aansluitend op het onderzoek van hun vakgenoot Luc Huyse, die de periode tot 1965 bestudeerde, en vergelijkbare buitenlandse analyses hanteren Deschouwer en Jans specifieke vakmodellen en theorieën om België te benaderen als een pacificatiedemocratie, waarin o.a. consensus, autonomie aan de subgroepen en samenwerking tussen de – territoriaal gevarieerde – zuilen (merk ook binnen dit onderzoeksveld het belang van de verzuilingsdimensie op!) de middelen bij uitstek zijn om in erg verdeelde landen politieke stabiliteit te garanderen. Achiel Van Acker had in zijn tijd gewaarschuwd dat het verder uiteenvallen van België aanleiding kon geven tot instabiliteit in het Belgische politieke landschap. Deschouwer en Jans willen aantonen dat de recente federalisering een pacificatiedemocratische ‘oplossing’ biedt voor de communautaire slijtzwaam. Met

Luc Van den Bossche, toenmalig vice-premier en minister van Binnenlandse Zaken, krijgen we ten slotte de getuigenis van een beleidsverantwoordelijke. Hij maakt een round-up van de actuele problemen in de Belgische verzorgingsstaat, zoals een lage participatiegraad in de tewerkstelling met de gekende gevolgen voor de sociale uitkeringen, en waagt zich aan mogelijke oplossingen. Hij rondt af met een voorzichtig blik op de eenentwintigste eeuw. Dat de band tussen welvaart en welzijn niet zo vanzelfsprekend is als op het eerste gezicht lijkt, wordt eens te meer duidelijk.

Eén van de verdiensten van dit boek schuilt in het brede tijdspectief, dat de periode waarin Achiel Van Acker leefde ver overstijgt. De link met de actuele Belgische politieke constellatie én zelfs een blik op de toekomst zijn nooit ver weg. Precies daarom is het jammer dat niet of nauwelijks wordt verwezen naar de recente ontwikkelingen van een ‘sociaal Europa’. Het was interessant geweest om de verregaande monetaire, commerciële en economische eenmaking af te zetten tegen de trage vorderingen in het grensoverschrijdend sociaal beleid. Hoewel dit debat wel op de agenda stond van het colloquium in 1998, zijn er geen sporen van terug te vinden in deze verzamelbundel. De inleiding had een uitstekende plaats kunnen zijn om de taken en de toekomst van een ‘sociaal Europa’ treffend te kaderen.

De Van Ackerstichting heeft met dit boek in alle opzichten een lovenswaardig initiatief genomen. De organisatoren van het colloquium zijn geslaagd in hun opzet, nl. het op gang trekken van het debat over de naoorlogse sociale, economische en politieke evolutie in België aan de hand

van een evocatie van een sleutelfiguur als Achiël Van Acker. Dat het wisselend perspectief het uiteindelijke beeld nuanceert en kritisch benadert, kan alleen maar verrijkend worden genoemd.

Jasmien Van Daele

GERD-RAINER HORN & EMMANUEL GERARD (DIR.)
«Left Catholicism. Catholics and Society in Western Europe at the Point of Liberation (1943-1955)»
[KADOC-STUDIES, 25]
Louvain, Leuven University Press, 2001, 319 p.

Concrétisation et prolongement d'une réunion de travail tenue à Louvain les 28 et 29 mai 1999, cet ouvrage a pour objectif d'analyser, pour la première fois dans une perspective comparative et transnationale, un ensemble de phénomènes apparus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que de nombreux historiens ont aujourd'hui tendance à rassembler sous le vocable de catholicisme de gauche.

À l'issue du conflit en effet, des catholiques, marqués par l'épreuve et désireux de répandre ce qu'ils estiment être les vraies valeurs évangéliques, prennent des initiatives sur le plan politique, philosophique et/ou pastoral qui s'écartent des positions et conceptions traditionnelles de l'Église. D'abord relativement portés par l'esprit d'ouverture qui souffle au lendemain de l'effondrement du III^e Reich, ils se heurtent rapidement à la bipolarisation du monde et au raidissement de la hiérarchie, qui craint de perdre le contrôle de ces divers mouvements. Mais comme l'explique très bien Martin Conway dans la conclusion, la disparition de ce catholicisme de gauche vers le milieu des années 50 tient principalement à des facteurs internes. Issus essentiellement de la bourgeoisie intellec-

tuelle masculine des villes, ces chrétiens n'ont jamais su s'attirer les faveurs des femmes et des campagnards, deux 'piliers' du monde catholique. En outre, et alors qu'ils désiraient surtout améliorer le sort de la classe ouvrière, ils ne sont pas parvenus à établir des alliances durables avec le puissant réseau d'organisations de ce même monde ouvrier (syndicats, groupes de pression politiques, structures de jeunesse). Manquant de relais dans la société, ils n'ont pu empêcher le glissement progressif des mouvements politiques catholiques vers le centre droit, et, corrolairement, l'acceptation quasi générale dans ces milieux de la logique bipolaire et d'un système économique largement capitaliste.

Ce choix idéologique reflète l'évolution de l'état d'esprit de la grande majorité des électeurs démocrates chrétiens – essentiellement des membres des classes moyennes et du monde rural – : effrayés par les éléments radicaux de la droite et de la gauche, ils optent peu à peu pour une attitude conservatrice, la mieux à même à leurs yeux de protéger leurs acquis. Pourtant, toujours selon Martin Conway, l'apport du catholicisme de gauche n'a pas été que de préparer le terrain à Vatican II et à la théologie de la Libération. Pour lui, ce courant a fourni une partie importante des assises intellectuelles et politiques qui ont contribué à l'émergence des partis démocrates chrétiens dans l'Europe de l'après-guerre. L'historien britannique va même plus loin : il estime que les différentes tendances réunies au sein de la démocratie chrétienne ont concouru au caractère distinctif du catholicisme à la fin des années 40 et durant les années 50, à savoir le maintien d'une critique fondamentale vis-à-vis des valeurs libérales et individualistes sous-

jaçentes au processus de reconstruction de l'Europe. Cette hypothèse séduisante aurait cependant mérité un plus large développement.

Ceci dit, c'est justement l'intérêt essentiel de l'ouvrage d'avoir tenté d'aller au-delà de l'analyse par pays des diverses manifestations de ce catholicisme de gauche pour dégager une synthèse du phénomène à l'échelle de l'Europe occidentale. Cette approche globalisante est menée non seulement par Martin Conway dans la conclusion, mais aussi par Emmanuel Gerard et Gerd-Rainer Horn dans l'introduction, et surtout par le même Horn, la cheville ouvrière du projet, dans un aperçu d'ensemble qui dresse un bilan relativement complet (l'accent est mis sur la France, la Belgique et l'Italie) des différentes voies suivies par ce qu'il considère comme un mouvement social.

Mais la problématique générale revient aussi dans de nombreuses études plus spécifiques. Ainsi, au-delà de la question de la pertinence de l'expression 'catholicisme de gauche' (à gauche de et par rapport à quoi ?) soulevée par plusieurs auteurs, le Français Yvon Tranvouez se demande si l'on peut vraiment parler d'un seul courant, tant les formes prises, les opinions exprimées et les motivations dégagées – de gauche parce que chrétiens, ou chrétiens et de gauche – varient d'un groupe à l'autre. Tranvouez plaide en outre pour l'exception française : la France serait, selon lui, le seul pays où des innovations auraient vu le jour tant sur le plan politique que théologique et apostolique, et où l'on pourrait vraiment parler d'un progressisme chrétien, né de la convergence entre des phénomènes politique et

religieux. Un tel développement n'a pu, d'après Tranvouez, se produire qu'en France, car c'est la seule contrée où se conjuguent à l'époque une conscience de la déchristianisation de la classe ouvrière et une présence communiste forte. Si ces positions sont sans doute par certains côtés trop tranchées, elles ont le mérite, outre de souligner deux facteurs essentiels d'expansion du catholicisme de gauche, d'attirer l'attention sur le manque d'unité du mouvement – certainement une de ses principales faiblesses – et sur le rôle majeur joué en son sein par la France.

Il était donc logique que ce pays fasse l'objet, dans l'ouvrage, de l'attention la plus soutenue. Trois contributions lui sont consacrées. Ainsi, Jean-Claude Debreil traite des partis politiques français qu'on peut inscrire dans ce courant, et en particulier du très influent Mouvement républicain populaire qui, né de la Résistance dans l'euphorie de la Libération, glissa peu à peu du centre gauche vers le centre droit en s'étiolant. Bruno Duriez, quant à lui, évoque le Mouvement populaire des Familles, mouvement apostolique dont l'audience fut loin d'être négligeable dans l'immédiat après-guerre, mais qui se radicalisant peu à peu, sombra toujours plus dans la marginalité. Enfin, Tranvouez suit les traces d'un progressisme chrétien situé aux confins du communisme.

Très perceptible en France, le catholicisme de gauche eut aussi ses adeptes dans d'autres pays d'Europe occidentale. Mais en Italie, comme en témoignent les contributions d'Antonio Parisella (les partis politiques) et de Giorgio Vecchio (les initiatives pastorales), il ne se manifesta pratiquement que sur le plan politique : la

toute puissante Eglise catholique brisa en effet dans l'œuf toute tentative d'ouverture d'ordre apostolique et ne permit pas, de ce fait, que des liens soient tissés par-delà les clivages idéologiques et religieux traversant la société italienne. Le combat contre le fascisme avait aussi fait naître l'espoir parmi certains catholiques de gauche allemands qu'un "socialisme chrétien" était possible. Andreas Lienkamp montre que cet espoir fut de courte durée. Il disparut dès que le futur chancelier Konrad Adenauer, un antisocialiste notoire, put s'appuyer sur les Américains, soit dès 1947, pour orienter nettement la politique de son parti, le *Christlich Demokratische Union (CDU) / Christlich-Soziale Union (CSU)*, vers le centre droit.

La Belgique n'a pas été oubliée puisque Jean-Louis Jadoulle livre quelques enseignements majeurs de sa thèse consacrée aux milieux intellectuels catholiques 'progressistes' en Belgique francophone : il souligne avec beaucoup de finesse que ces groupes opérèrent une transaction avec le libéralisme politique et philosophique, même si leur projet d'adaptation de la foi et de l'Eglise au "monde moderne" semble avoir buté sur la question de la liberté de conscience. Sans nier l'importance de ces cercles intellectuels, en particulier leur influence sur le Parti social chrétien et leur rôle dans la maturation des idées ayant abouti à Vatican II, on regrettera qu'aucun article spécifique n'ait été consacré à la 'section belge' du Mouvement populaire des Familles, sujet il est vrai déjà abordé

dans d'autres études ¹¹ et parfaitement synthétisé par Gerd-Rainer Horn dans sa présentation générale. Le phénomène des prêtres ouvriers – surtout présent en France mais observable aussi en Belgique – fait par contre l'objet d'une contribution à part entière. L'intérêt du texte d'Oscar Cole-Arnal réside pour beaucoup dans l'analyse des témoignages de prêtres qui, prenant peu à peu conscience de la détresse physique et morale dans laquelle était laissée la population ouvrière, se détachèrent de l'institution ecclésiastique pour s'ériger en défenseurs des plus démunis, ce qui conduisit de manière irrémédiable à la dénonciation de l'expérience par les autorités religieuses.

Comme Martin Conway le souligne dans sa conclusion, la question des relations avec les puissantes structures sociales-chrétiennes fut d'une importance considérable pour la survie du catholicisme de gauche. Dans un article solidement étayé, Patrick Pasture souligne toute l'ambiguïté des contacts entretenus entre cette nouvelle mouvance catholique et des syndicats qui voyaient généralement d'un mauvais œil ces intellectuels occuper 'leur' terrain social. Leur méfiance était d'autant plus grande qu'ils défendaient une laïcité autonome vis-à-vis de la hiérarchie ecclésiastique alors qu'ils percevaient les chrétiens de gauche comme les représentants d'une nouvelle forme d'Action catholique. Enfin, Peter Van Kemseke montre que si le contexte international a pu jouer un rôle dans le développement

11 Cfr en particulier PATRICK PASTURE, *Kerk, politiek en sociale actie. De unieke positie van de christelijke arbeidersbeweging in België 1944-1973*, (HIVA-REEKS, XIII), Louvain/Apeldoorn, 1992, p. 62-71 et GUY ZELIS, "Les équipes populaires", in EMMANUEL GERARD & PAUL WYNANTS (dir.), *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, (KADOC-STUDIES, XVI), Louvain, 1994, t. 2, p. 544-563.

et surtout le démantèlement du catholicisme de gauche, il n'a vraiment exercé une grande influence qu'à partir de la fin des années 40. En outre, et même à cette époque, il n'a constitué un facteur majeur que pour l'Allemagne; en Belgique, en France et en Italie, les mouvements de la gauche catholique n'ont subi que de manière indirecte les contrecoups de la bipolarisation du monde. Le livre se termine par une abondante bibliographie (près de 500 titres) qui renforce, si besoin en était, le sentiment d'être en présence d'un ouvrage incontournable sur la question.

Après une telle synthèse, peut-on pour autant affirmer que tout a été dit sur le catholicisme de gauche en Europe occidentale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ? Certes non. Il reste manifestement beaucoup à écrire sur la question de l'influence à long terme de ces mouvements, une problématique à peine effleurée dans l'ouvrage. Surtout, la thématique des fondements intellectuels, théologiques de ce courant n'a pas été abordée, si ce n'est un peu dans le texte de Horn et de manière trop brève ailleurs. C'est là une grave lacune qu'il sera indispensable de combler si l'on veut vraiment comprendre et prouver l'originalité de cette mouvance. Car si l'ouvrage a montré toute une série de convergences entre les diverses structures évoquées, il n'a pas tout à fait réussi à convaincre de l'homogénéité de l'ensemble. Tous ces groupes sont, de manière incontestable, situés à gauche du pilier catholique, mais cette 'gauche' va en fait du centre à une véritable extrême gauche révolutionnaire. Un doute subsiste donc : s'agit-il d'un vrai mouvement social, porteur d'une idéologie qui débouchera sur Vatican II et la théologie de la

Libération, comme le croit Horn, ou d'un simple agglomérat de structures issues du monde chrétien unies seulement par leur opposition aux institutions catholiques comme le pense la revue *La Quinzaine* en 1955 et Yvon Tranvouez aujourd'hui ? Comme souvent en histoire, la réponse tient sans doute un peu des deux, même si ce livre fournit de solides arguments pour faire pencher la balance vers la première hypothèse. La question n'en est pas, pour autant, totalement résolue.

Fabrice Maerten

IV. Histoire sociale / Sociale geschiedenis

DIETER NELLES

**«Widerstand und internationale Solidarität. Die
Internationale Transportarbeiter Föderation (ITF)
im Widerstand gegen den Nationalsozialismus»**

Essen, Klartext Verlag, 2001, 457 p.

Dit boek is een buitengewoon belangrijke bijdrage tot de geschiedenis van de Duitse arbeidersbeweging tijdens de nazi-tijd. Het is de enigszins herwerkte en ingekorte versie van de doctoraalscriptie die Dieter Nelles (1956) tijdens het academiejaar 1999-2000 presenteerde aan de *Universität-Gesamthochschule Kassel*. Nelles is van vorming sociaal wetenschapper; sinds bijna 20 jaar doet hij onderzoek en publiceert hij over de geschiedenis van de radicale Duitse linkerzijde en van het verzet tegen het nationaal-socialisme. Nelles bestudeert het ITF-verzet als "een dynamisch interactieproces tussen een militante minderheid van de Duitse arbeidersklasse en de ITF in de context van de internationale politiek van de jaren '30". Bij de 'militante minderheid'

valt de nadruk op de zeelieden, deels uit praktische overwegingen (noodzakelijke beperking van het onderzoeksveld) maar vooral omdat de Duitse ITF-zeelieden een zware stempel op de gehele ITF-verzetsactiviteit hebben gedrukt.

De ITF kwam in 1896 tot stand als een overkoepelende vakorganisatie voor alle werknemers uit de transportsector. Er waren afdelingen voor zeelieden, dokwerkers en andere havenarbeiders, binenschippers, spoorwegarbeiders maar ook voor truckchauffeurs en voor werknemers uit de openbare sector. Sinds 1919, toen de Nederlandse vakbondsleider Edo Fimmen algemeen secretaris werd, was de ITF in Amsterdam gevestigd. Fimmen (1881-1942) kwam uit een protestants-gereformeerd gezin en evolueerde langzaam naar het reformistisch socialisme (hij werd in 1909 lid van de SDAP, de Nederlandse sociaal-democratische partij). Fimmen stond aanvankelijk zeer gunstig tegenover de Russische 'Oktober'-revolutie. Toen later de stalinistische zuiveringen bekend werden, nam hij meer afstand van de Sovjet-Unie en van de communistische partijen, maar hij bleef tot het einde bereid tot samenwerking met communisten. Het is belangrijk dit hier te vermelden, gelet op de bestaande spanning en rivaliteit tussen socialisme en communisme en de soms uitgesproken anticommunistische instelling van niet weinig vakbondsleiders, ook binnen de transportvakbonden. De ITF werd wel met sterke hand geleid door Fimmen, maar hij was geen onbetwiste leider. Toch draagt de periode waarin hij de ITF leidde zijn stempel: die van het revolutionair syndicalisme op niet partijpolitieke grondslag, gekoppeld aan een principieel antimilitarisme en het afwijzen van elke

dictatuur. Voor Fimmen was de vakbeweging meer dan een machine voor het afdwingen van loonsverhoging en arbeidsduurverkorting; zij had ook de taak het kapitalisme, het militarisme en het imperialisme actief te bestrijden (met andere woorden: het brood én de rozen). Fimmen stelde deze programmatische verklaring in 1925 op. Vijenzeventig jaar later is ze nog steeds actueel en gebruiken de 'antiglobalisten' van vandaag nog steeds dezelfde terminologie.

Het engagement van Fimmen en van de ITF kwam van 1933 af nog duidelijker tot uiting. Volgens Nelles was Fimmen één van de eerste internationale vakbondsleiders die zeer vroeg het gevaar van het fascisme onderkende. Vóór Hitlers machtsovername drong hij er bij de Duitse bonden op aan zich te weer te stellen. Hij vond er nauwelijks gehoor; het leek erop dat voor de Duitse vakbeweging de 'oplossing' van de *deutsche Frage* belangrijker was dan de bescherming van de syndicale vrijheid. Na de machtsovername voltrok zich het drama. Aan een vakbondsleider uit de openbare sector schreef Fimmen in februari 1933: "*Hitler ist da, wo ihn die deutsche Arbeiterschaft hingebacht hat. Die Geschichte wird mal erbarmungslos über unsere Bewegung und über unsere Bonzen urteilen*". Zijn voorstel van een economische boycot tegen nazi-Duitsland werd door de Duitse vakbonden afgewezen. Hij schaamde zich diep over de capitulatiebereidheid, het opportunisme en zelfs het latent antisemitisme zoals die in brieven en geschriften van Duitse vakbondsleiders naar voren kwamen. Maar Fimmen bleef niet bij de pakken zitten. Hier begint het eigenlijke verhaal van het illegaal verzet van Fimmen en zijn medewerkers – illegaal

omdat het ook in de democratische landen vaak ondergronds moest gebeuren. Steunend op Duitse politieke emigranten, die naar Nederland en België waren gekomen, begon het ITF-secretariaat in 1933 met de publicatie van tijdschriften zoals *Hakenkreuz über Deutschland* en *Faschismus*, die informatie bevatten over de toestand in de fascistische landen. Van de herfst van 1933 af verspreidden leden van de *Internationaler Sozialistische Kampfbund* deze publicaties en politieke pamfletten in Duitsland zelf. Om het illegaal netwerk in Duitsland uit te breiden reisden Fimmen en zijn latere opvolger Jaap Oldenbroek ook zelf naar Duitsland. Zo legde de ITF contacten met binnenschippers, gemeentebedienden en spoorwagenaarbeiders. Wat de spoormannen betreft was het contact met één van hun leiders, Hans Jahn, zeer belangrijk. Jahn had niet tot 1933 gewacht om het verzet tegen de nazi's te organiseren, al stuitte hij daarbij op veel tegenstand bij andere Duitse vakbondsleiders. Zo kon hij 17.000 lidkaarten aan de nazi's onttrekken. Daaruit koos Jahn een honderdtal hem persoonlijk bekende vertrouwensmannen, die een net over Duitsland spanden waarlangs ze de illegale literatuur verspreidden. Via deze en andere contacten kon de ITF in 1935 in Duitsland op een honderdtal actieve groepen rekenen van drie tot tachtig man en in Hamburg zelfs op ongeveer vijfhonderd man. Jahn had ook een verbinding met de Belgische Transportarbeidersbond, wiens nationale secretaris Louis Major in naoorlogse interviews wel eens eerder vage toespelingen maakte op het doorsturen van illegale literatuur naar Duitsland en een sabotageactie aan de Duitse grens, waarbij hij nog in de nacht van 9 op 10 mei 1940

zou betrokken geweest zijn. Vast staat alleszins dat de BTB een aantal ITF-initiatieven heeft gesteund.

Zeer belangrijk voor het antifascistisch verzet van de ITF – het is het meest uigewerkt deel van Nelles' boek – was de vorming van een ITF-groep van Duitse zeelieden in Antwerpen. Het ging oorspronkelijk om een tiental leden van de *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD), die in 1935 met de partij en met de *Internationale für Seeleute und Hafendarbeiter* (ISH) braken en vervolgens door de KPD-leiding als 'ketter' werden bestempeld (een ander klassiek middel van communistische laster was 'afvalligen' te doodverven als 'Gestapo-agenten'). Duivel-doet-al in deze Antwerpse ITF-*Aktivgruppe* was Hermann Knüfken, al lang vóór de oorlog een legendarische figuur bij de Duitse zeelieden. Knüfken was in 1919 lid geworden van de KPD en nam actief deel aan de revolutionaire matrozenraden. Voor de communistische ISH vervulde hij een aantal opdrachten in de Sovjet-Unie. Hij was voorstander van basisdemocratie gebleven en hierdoor raakte hij ook in conflict met het communisme. In 1933 kon hij Duitsland ontvluchten en via Denemarken en Nederland naar België komen. Tussen januari 1936 en september 1939 verbleef Knüfken – één van de weinige emigranten die in België als politiek vluchteling erkend was – zonder onderbreking in Antwerpen, al reisde hij natuurlijk veel, o.m. naar Amsterdam om er Fimmen te ontmoeten.

Na de breuk met de KPD sloot de Antwerpse groep zeelieden zich bij de ITF aan. Het was het begin van een zeer intense samenwerking en vriendschap

tussen Fimmen en Knüfken, die één van de belangrijkste pionnen werd in Fimmens illegaal net over Duitsland. Van deze groep revolutionaire antifascisten schetst Nelles een fascinerend sociaal en politiek profiel. De ITF steunde de illegaal levende groepsleden financieel a rato van 250 F per maand, een bedrag dat ze bijna noodgedwongen vaak aanvulden met de opbrengst van smokkel en van het versluizen van blinde passagiers, niet zelden Joodse vluchtelingen. De Belgische Transportarbeidersbond stelde een kantoor als contactadres ter beschikking, zorgde voor het doorsturen naar Duitsland van illegale literatuur en probeerde voor de groepsleden voorlopige verblijfsvergunningen te krijgen. Tot grote ergernis van de Duitse consul-generaal wilde de socialistische burgemeester Camille Huysmans daar wel voor zorgen. Vanzelfsprekend legden de ITF-leden contacten met zeelieden van Duitse schepen die in Antwerpen aanmeerden. Nelles heeft berekend dat de groep zo'n 300 à 400 vertrouwensmannen had die in totaal op meer dan 300 schepen één of andere vorm van politieke activiteit konden uitoefenen, zoals het verdelen van vlugschriften of van het blad van de groep, *Die Schiffahrt*, dat vrijwel volledig door Knüfken werd vol geschreven en waarvan tussen 1936 en 1939 achtentwintig nummers verschenen met een oplage van 1300 à 1500 exemplaren.

De Spaanse burgeroorlog bracht een verhoogde activiteit van de ITF in het algemeen en van de Antwerpse groep in het bijzonder mee. Er werd geld ingezameld voor de republiek, en volgens Nelles controleerden ITF-leden alle schepen die goederen en wapens voor de republiek transporteerden. De slogan 'vandaag

Spanje, morgen Duitsland' indachtig vertrokken zes leden van de Antwerpse ITF-groep als vrijwilligers naar Spanje. Zij kwamen niet bij de door Moskou georganiseerde Internationale Brigaden terecht, maar veeleer bij anarchistische eenheden. Enkelen werkten ook samen met de inlichtingendienst van de republikeinen.

Door de inzet van vertrouwenslieden was de ITF volgens Nelles op de hoogte van vrijwel alle Duitse wapentransporten naar Franco-Spanje. Deze informatie verscheen in *Die Schiffahrt* en werd ook bezorgd aan democratische regeringen – die er vervolgens wegens de vigerende non-interventiepolitiek niets mee aanvingen. Door Fimmen en Knüfken geplande sabotageacties tegen wapentransporten voor Franco door 'toediening' van kwikzilver in de machinekamers konden slechts op beperkte schaal worden uitgevoerd.

Het ligt voor de hand dat de Duitse politie- en inlichtingendiensten dit niet zomaar lieten gebeuren. Nelles schetst een gedetailleerd beeld van het optreden van diverse *Vertrauensleute (V-Leute)* van *Abwehr* en *Stapo* die in de groep infiltrerden. Nelles heeft echter vastgesteld dat de *Stapo* wel namen van illegale ITF-leden kon achterhalen, maar eigenlijk weinig wist over de illegale werking zelf.

Nelles gaat ook uitgebreid in op de antifascistische ITF-activiteiten in de Scandinavische landen, waar o.a. de latere Westduitse *Bundeskanzler* Willy Brandt een rol speelde, en op gelijkaardige actie in Nederland, Frankrijk, Zwitserland en de Verenigde Staten. Hij stelt daarbij vast – een conclusie die Fimmen niet zonder

rechtmatige trots zou gelezen hebben – dat de ITF overal datgene in de praktijk heeft gebracht waar de andere linkse organisaties de mond van vol hadden maar niet altijd veel van terecht brachten : het eenheidsfront tegen het fascisme. Tot de ITF-groepen behoorden immers leden van zowel de KPD, oppositionele groepen binnen de KPD, de SPD, de *Sozialistische Arbeiterpartei*, anarcho-syndicalisten en leden van *Neu Beginnen*, een oppositiegroep binnen de SPD. In het roerige en vaak door politieke en persoonlijke twisten getroffen wereldje van de Duitse politieke emigranten was dat geen geringe verdienste.

Een bijzonder en – afgezien van enkele eerdere publicaties van Nelles zelf – vrij onbekend aspect van de illegale ITF-werking is de samenwerking met de Franse en Britse geheime diensten. Nelles besteedt er enkele vrij gedetailleerde hoofdstukken aan. Volgens hem waren deze diensten erg geïnteresseerd in contacten met de ITF, omdat deze organisatie door haar netwerk van vertrouwenslieden op Duitse schepen, bij binnenschippers en in diverse sectoren van de Duitse industrie goed geplaatst was om militaire inlichtingen over Duitsland in te winnen. Over deze samenwerking is lang niet alles bekend. Dat beide geheime diensten graag Duitse emigranten rekruteerden is niet onbekend en ligt ook voor de hand. Velen onder hen wezen nochtans de samenwerking met een 'kapitalistische inlichtingendienst' van de hand, om politieke redenen of als landverraad, anderen waren juist door hun precaire, vaak illegale levenswijze en door geldgebrek niet ongevoelig voor deze toenaderingspogingen. Vaak beperkten deze emigranten zich

niet tot één geheime dienst. Hermann Knüfken, de leider van de Antwerpse ITF-groep, stond in verbinding met een *commissaire spécial* in Duinkerke, maar ook met de Britse officier Richard Stevens, die in Nederland de antenne van de *Secret Intelligence Service* leidde.

Tot een officiële contactname tussen officieren van het *Deuxième Bureau* en de ITF-leiding (Fimmen en Knüfken) kwam het in maart 1939 in Parijs. Merkwaardig is dat deze ontmoeting tot stand kwam door bemiddeling van Willy Münzenberg, die zeer lang voor de Kommunistische Internationale (Komintern) de *Agit-Prop* had verzorgd, en aan de basis lag van de Internationale Arbeiders-(later: Rode)hulp en van diverse communistische frontorganisaties, waarvan Fimmen wel eens lid was. Op het einde van de jaren '30 leefde Münzenberg echter in onmin met de Komintern; hij zou al in 1938 met de Franse geheime diensten contact hebben opgenomen. Latere ontmoetingen tussen de Franse dienst en de ITF-leiding vonden plaats in Antwerpen en Luxemburg; zowel Hans Jahn als de ITF-vertegenwoordiger in Nederland Willy Nielebock namen er aan deel, wat erop wijst dat het hier niet om een privé-initiatief van Fimmen ging, maar dat de ITF als organisatie er bij betrokken was. In ruil voor inlichtingen wilde Fimmen bekomen dat de Fransen zich zouden inzetten voor de vrijlating van vijf leden van de Antwerpse ITF-groep, die na hun terugkeer uit Spanje in Frankrijk geïnterneerd waren. Die vrijlating kwam er niet.

Met de Britse *Secret Intelligence Service* (SIS) zou Fimmen al in 1936 contacten hebben gehad. Deze samenwerking werd

intensiever in de winter 1938-39 als gevolg van de oprichting van een afdeling D(estructie) binnen SIS. Een agent van deze afdeling, A. F. Rickmann, reisde in 1939 naar Zweden om na te gaan of de leveringen van voor de Duitse oorlogsindustrie belangrijk Zweeds ijzererts door sabotage konden verhinderd worden. Bij deze plannen was ook de ITF-leiding betrokken, wellicht via Knüfken. Kennelijk wilde afdeling D gebruik maken van de goede diensten van ITF-vertrouwenslieden, maar de plannen werden tot grote ontgoocheling van de ITF in juli 1939 door de Britten afgeblazen.

Ook Hans Jahn, de leider van de ITF-spoormannen, onderhield rechtstreeks of onrechtstreeks contacten met de Franse en Britse geheime diensten. De Fransen waren in Jahn belang gaan stellen sinds hij hun had laten weten dat leden van zijn organisatie na het uitbreken van de Tweede Wereldoorlog op verscheidene plaatsen in Duitsland tot effectieve spoorweg-sabotage met bijhorende ontsporingen en afleidingen waren overgegaan. Jahn stond o.m. in verbinding met binnenschippers in Antwerpen, die door de Britten gefinancierde pamfletten naar Duitsland smokkelden.

De samenwerking met de Britse geheime diensten kreeg na 10 mei 1940 nog een verlengstuk in Londen, waarheen heel wat ITF-leiders, ook Fimmen, hun toevlucht hadden genomen. De voorloper van de *Political Warfare Executive* bracht samen met enkele Duitse emigranten, die niet tot de ITF behoorden, de *black radio* SER

(*Sender der europäischen Revolution*) tot stand, die op 7 oktober 1940 voor het eerst in de ether ging en opriep tot sabotage-daden, waaraan in Duitsland ook door ITF-leden gevolg zou zijn gegeven.

Beter bekend is de samenwerking die sinds 1942 bestond tussen de ITF en het *Office of Strategic Services* (OSS), de voorloper van de CIA¹². De weg hiertoe werd geëffend door o.a. Toni Sender, die in Duitsland SPD-volksvertegenwoordiger was geweest en naar de VS was uitgeweken. Daar had zij in het kader van de *American Labor Education Services* de leiding over cursussen voor Duitse en Oostenrijkse emigranten. Maar ook ITF-functionarissen, zoals de Belg Omer Bécu en de Nederlander Jaap Oldenbroek, onderhielden al vroeg contact met Allen Dulles (de latere eerste CIA-chef) en met Arthur Goldberg, leider van de *Labor Branch* van de OSS. De ITF was een kostbare partner voor de OSS, omdat zij de grootste internationale organisatie was die contacten had met het verzet in Duitsland zelf en in de bezette landen. Diverse zendingen van uitgeweken Duitse socialisten naar Duitsland vonden plaats vanaf juni 1944. Ook Jahn werkte in 1943-44 met de OSS samen voor het organiseren van sabotage in Noord-Italië en voor contactname met Duitse spoorwegarbeiders. Alles bij elkaar concludeert Nelles dat de ITF en de geheime diensten ongelijke partners waren : de diensten bepaalden waarin de samenwerking zou bestaan en tot hoever ze zou gaan. Verwonderlijk is dat niet; het getuigt veeleer van naïviteit van de zijde van de ITF te verwachten dat geheime

12 Zie o.m. : D. SMETS & J. RENS, "Le Centre syndical belge à Londres", in J. BONDAS, *Un demi-siècle d'action syndicale, 1898-1948*, Brussel, 1949, p. 70-83.

diensten ook nog de politieke en syndicale belangen van een vakbond zouden dienen.

Over de geschiedenis van de (internationale) vakbeweging bestaat een uitgebreide literatuur, maar het historisch-wetenschappelijk onderzoek over de ITF zelf is pas de jongste jaren goed op gang gekomen. Naar aanleiding van de honderdste verjaardag van de stichting van de ITF verscheen een eerste verdienstelijke studie met bijdragen van diverse auteurs, zowel historici als sociale wetenschappers onder wie Nelles zelf¹³. Hierin komen ook een aantal aspecten van de antifascistische actie van de ITF aan bod, die hier door Nelles niet werden behandeld (zoals de boycot van het Horthy-regime in Hongarije en de hulp aan uitgeweken Italiaanse syndicalisten). Dat deze geschiedschrijving pas recent op gang is gekomen, heeft niet alleen te maken met de grotere toegankelijkheid van archieven (het hele ITF-archief is bewaard, maar raadpleging was lange tijd niet vanzelfsprekend). Zeker is het ook zo – Nelles stipt dit aan in zijn slothoofdstuk – dat het in het naoorlogse Duitsland en in het Koude Oorlogsklimaat van die tijd niet altijd aangewezen was gewag te maken van antifascistisch verzet, waarbij dan ook nog met communisten was samengewerkt. Het mede door de VS gecreëerde *Wirtschaftswunder* van de Duitse Bondsrepubliek had daar weinig behoefte aan. Vroegere ITF-leiders verkozen niet zelden te zwijgen over hun vooroorlogse activiteiten, en stelden met lede ogen vast dat bonzen van de vooroorlogse *Allge-*

meiner Deutscher Gewerkschaftsbund (wie ze in 1933 hun capitulatie voor de nazi's verweten hadden) weer de touwtjes in handen kregen.

Slechts in 1996, honderd jaar na de stichting van de ITF, huldigde de ITF-voorzitter Eike Eulen het werk van de Antwerpse ITF-groep, waarvan de leden toen allen overleden waren. Wellicht was de interventie van de nieuwe generatie historici, die niet beladen zijn met de taboes uit de naoorlogse periode, hieraan niet vreemd. Met dit boek staan deze ITF-groep en het verzet van vele anderen in het licht dat ze verdienen.

Etienne Verhoeyen

V. Geschiedenis van het antisemitisme / Histoire de l'antisémitisme

GUY JUCQUOIS & PIERRE SAUVAGE

«L'invention de l'antisémitisme racial. L'implication des catholiques français et belges (1850-2000)»

[SCIENCES ET ENJEUX, II]

Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 2001, 514 p.

Dans ce livre épais et dense, deux universitaires, l'un attaché à l'analyse du langage dans nos sociétés et l'autre à l'étude historique du monde catholique contemporain, unissent leurs compétences pour examiner un thème controversé, l'implication des catholiques, en particulier français et belges, dans la montée de l'antisémitisme qui devait déboucher sur le judéocide. Plus précisément, les auteurs s'attachent à démontrer qu'à partir de la

13 B. REINALDA, *The International Transportworkers Federation 1919-1945, the Edo Fimmen era*, Amsterdam, Stichting Beheer ISG, 1997, 301 p. Dit boek bevat belangwekkende bijdragen over de structuur en de werking van de ITF, Edo Fimmen, de relatie tussen de ITF en de Britse *trade unions*, tussen de ITF en het communisme, de samenwerking met diverse geheime diensten, het optreden in Hongarije, Italië en Spanje en ook een aantal boeiende portretten van ITF-leiders.

seconde moitié du XIXe siècle, les catholiques de ces deux pays ne se limitent plus à propager un antisémitisme ethnique et religieux traditionnellement développé par les chrétiens depuis l'Antiquité, mais que marqués par l'air du temps, ils y ajoutent une dimension raciale d'autant plus dangereuse qu'elle induit une différence irréductible entre Juifs et chrétiens.

Après un long préambule où les auteurs mettent bien en évidence toute la complexité du regard chrétien sur les Juifs, ils plongent dans l'histoire pour démontrer les mécanismes d'un antisémitisme catholique profondément enraciné, s'attardant spécialement sur le cas de la France depuis la Révolution de 1789. Le cadre étant solidement fixé, ils abordent alors ce qui constitue le cœur de l'ouvrage, à savoir l'analyse de la perception des Juifs par les catholiques français et belges entre 1850 et 1940 à travers 84 récits de pèlerinage effectués à cette époque en Terre sainte. Mais l'ouvrage ne s'arrête pas au constat de l'implication des catholiques, notamment français et belges, dans la montée de l'antisémitisme racial menant au judéocide. Considérant que les scientifiques ont à s'engager dans un débat de société aussi fondamental, Guy Jucquois et Pierre Sauvage s'interrogent dans la troisième partie de l'ouvrage sur la manière dont l'Eglise catholique a (ou n'a pas) assumé sa part de responsabilités dans ce drame majeur du XXe siècle. Leurs conclusions à ce propos, qui sont aussi celles du livre, apparaissent sans ménagement : malgré une volonté non dénuée d'ambiguïté mais souvent sincère de remise en question, l'Eglise doit encore poursuivre son cheminement vers plus d'authenticité si elle veut éviter que les vieux démons

de l'intolérance ne reprennent un jour le dessus.

D'une lecture parfois ardue – les développements théoriques sont relativement nombreux – *L'invention de l'antisémitisme racial* est un ouvrage qui séduit surtout par sa capacité à se détacher d'une vision lénifiante de l'antisémitisme catholique encore trop souvent présente chez les auteurs de culture chrétienne. La démonstration est particulièrement convaincante dans la partie centrale de l'ouvrage que constitue l'étude pionnière des récits de pèlerinage en Palestine analysés sous l'angle de la représentation des Juifs par les clercs catholiques de passage en Terre sainte : les auteurs y battent largement en brèche la théorie souvent développée dans les milieux chrétiens selon laquelle les catholiques ne seraient jamais allés au-delà d'un certain antisémitisme religieux. On peut dès lors comprendre que, forts de leurs arguments établissant la responsabilité des catholiques dans le judéocide, les auteurs aient analysé la lente et incomplète reconnaissance par l'Eglise de cette imputabilité sous un œil pour le moins critique.

Sans renier la pertinence de la plupart des questions soulevées et des réponses apportées dans cet exposé final – les auteurs sont très habiles à décoder les textes –, on ne peut cependant s'empêcher de ressentir de temps en temps un certain malaise face à ce qui apparaît parfois plus comme un réquisitoire que comme une étude historique sereine. Mais un sujet d'une si brûlante actualité pouvait-il être traité autrement ? Une telle approche a en tout cas le mérite de forcer l'institution ecclésiastique et les chrétiens en général à une

réflexion critique par rapport à des prises de position pêchant semble-t-il encore par manque d'humilité et d'humanisme.

A vrai dire, le seul véritable reproche que l'on pourrait faire au livre ne tient pas à ce côté engagé parfois désarçonnant, mais ô combien enrichissant tant pour l'historien que pour le citoyen, mais bien au caractère relativement imprécis du titre. D'abord, et contrairement à ce que l'intitulé pourrait laisser croire, l'implication des catholiques français et belges dans l'antisémitisme racial n'est étudié que pour la période 1850-1945, l'époque plus contemporaine servant de toile de fond à l'analyse des démarches entreprises par l'Église catholique pour tenter d'assumer ce lourd héritage. On ajoutera en outre que les premières décennies de ce siècle sont relativement délaissées ce qui laisse tout de même le lecteur quelque peu sur sa faim quant au développement de cet antisémitisme racial jusqu'au déclenchement de la solution finale.

Ensuite et surtout, la majeure partie de l'ouvrage est consacrée au cas français, l'étude de la situation belge ne faisant l'objet que d'un seul chapitre spécifique (p. 157-190). Même s'il est vrai que les auteurs font aussi référence à la Belgique dans d'autres parties de l'ouvrage, en particulier dans l'analyse des pèlerinages en

Terre sainte, l'historien belge peut à juste titre se montrer quelque peu déçu devant le caractère synthétique de l'exposé relatif aux comportements antisémites de ses compatriotes catholiques. Malgré ces limites et quelques carences dans la bibliographie¹⁴, ces développements méritent tout de même l'attention car ils soulignent, nous semble-t-il avec beaucoup d'à-propos, le caractère insidieux d'un antisémitisme peut-être moins virulent qu'en France mais tout aussi (si pas plus) lourd de conséquences pour les Juifs. On notera d'ailleurs ici que, de manière étonnante vu la différence de traitement entre les deux pays, le contexte de la Seconde Guerre mondiale est décrit de manière plus approfondie pour la Belgique que pour la France, à propos de laquelle l'analyse se concentre surtout, et peut-être un peu trop, sur le XIXe siècle.

Enfin, mais ces remarques sont de moindre importance, on regrettera l'absence de bibliographie générale, un manque heureusement compensé par la présence de notes relativement abondantes, et surtout la répétition parfois lassante des idées maîtresses de l'ouvrage et des critiques formulées à l'égard de l'institution ecclésiastique.

Dans l'ensemble cependant et pour peu qu'on ne se laisse pas décourager par les

14 Si on peut comprendre que l'ouvrage récent de LIEVEN SAERENS, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, Lannoo, 2000, n'ait pu être utilisé, on s'étonnera par contre de l'absence de mentions relatives à diverses études de RUDI VAN DOORSLAER (en particulier *Enfants du ghetto. Juifs révolutionnaires en Belgique (1925-1940)*, Bruxelles, Labor, 1997), à l'article de PIM GRIFFIOEN & RON ZELLER, "La persécution des Juifs en Belgique et aux Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale. Une analyse comparative", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 5, 1998, p. 73-132, et aux quatre articles traitant de l'Église et de la question juive dans FABRICE MAERTEN, FRANS SELLESLAGH & MARK VAN DEN WIJNGAERT (dir.), *Entre la peste et le choléra. Vie et attitudes des catholiques sous l'occupation*, Gerpennes, Quorum, 1999, p. 177-275.

aspects théorisans du livre, celui-ci mérite incontestablement qu'on s'y arrête car s'appuyant sur des bases solides, il apporte un éclairage souvent original sur la manière dont les catholiques se représentaient il y a peu de temps encore les Juifs, ce qui permet de mieux comprendre comment la folie destructrice du judéocide a pu germer et se déployer sur des terres de vieille tradition chrétienne. En outre, il a le courage – certains diront la témérité – de prendre position face à l'évolution actuelle de l'Eglise catholique vis-à-vis de ce lourd héritage et plus largement dans le large débat relatif à l'autorité du magistère. Une telle attitude, plus proche il est vrai du chrétien engagé que de l'historien, rend ce livre d'autant plus attrayant qu'il soulève des questions fondamentales sur le fonctionnement de toute institution religieuse. A méditer, donc...

Fabrice Maerten

LIEVEN SAERENS

«Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking»

Tielt, Lannoo, 2000, XLV-847 p.

Lieven Saerens' *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking* is een mijlpaal in de Belgische historiografie. Saerens heeft een erg ambitieus boek geschreven, dat de verhoudingen tussen 'autochtone' en 'joodse' bevolking in Antwerpen beschrijft van het einde van de negentiende eeuw tot en met de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog plaatsgreep. Hij stelt daar een indrukwekkend onderzoek tegenover: een exhaustief onderzoek voor de gehele periode en een briljant archiefwerk voor de periode van de jaren 1930 en 1940.

Het onderzoek getuigt van een waar monnikenwerk. Saerens ploos de lokale pers na in al zijn geledingen: de verschillende dagbladen van verschillende politieke strekkingen, zowel Franstalige als Nederlandstalige, syndicale en parochiale blaadjes, brochures, boeken. Daar de auteur bovendien de ambitie heeft ons een micro-geschiedenis te brengen waarin "mensen van vlees en bloed" (p. XXIV) terug tot leven komen, gaat dit gepaard met een erg gedetailleerde portretgalerie van Antwerpse figuren uit de perswereld, de politieke, artistieke of professionele middens. Saerens verwerpt, om onduidelijke redenen, het begrip 'antisemitisme'. Nochtans plaats zijn boek zich helemaal in de traditie van de *Antisemitismusforschung* en levert het, op dat terrein, een belangrijke bijdrage. Precies door zijn exhaustieve karakter, toont het sporen van antisemitisme zowel bij traditionele katholieken en middenstanders als bij socialisten, bij de artistieke avant-garde, bij Belgisch nationalist. Anti-joodse vooroordelen vormen, voor de eerste halve eeuw van de tijdspanne die Saerens' boek dekt (deel I), een compositie en contradictorisch allegaartje, waarin eeuwenoude motieven – de wandelende jood, de Christusmoord – vermengd raken met veel modernere motieven – antikapitalisme, antimarxisme en de eerste manifestaties van toegepaste rassenleer. Excentrieke nieuwlichterij en eeuwenoud dogma blijken soms een zelfde doelwit te hebben, maar ook niet meer dan dat. Saerens illustreert ten overvloede dat het echter om veel meer dan een rariteitenkabinet gaat. Zo was België in het algemeen en Antwerpen in het bijzonder zeker geen haard van Dreyfusards, zoals bijvoorbeeld Jean Stengers betoogd heeft. Nochtans, en

dit lijkt een essentiële conclusie – al wordt deze misschien onvoldoende door Saerens onderstreept – op geen enkel moment krijgen deze zo heterogene manifestaties van antisemitisme in de Antwerpse – en Belgische – context enige coherentie. Tot een frontvorming op basis van een gemeenschappelijk vijandbeeld van dé Jood, zoals bij de antirepublikeinse, antiliberale krachten in Frankrijk ten tijde van de Dreyfus-affaire, of ten dele ook in het Duitsland van Bismarck, komt het nooit. Antisemitisme, in de jaren 1880-1930, is geen ideologie, het is een vooroordeel dat personen met de meest uiteenlopende opvattingen gemeen kunnen hebben. Saerens hoeft zich ervoor over te gaan tot een soort ontmaskering van antisemieten – van Frans Van Cauwelaert tot Jules Destrée – of in een a-historische interpretatie, waarin elke antisemitische uitlating retroactief medeplichtig zou worden aan de misdaden die tijdens de jaren 1940 werden gepleegd. Zorgvuldig worden de gradaties van antisemitisme geanalyseerd, van gangbare, bijna “banale”, vooroordelen tot en met obsessionele haat.

In de jaren 1930 komt er een drastische verandering (deel II). Van een achtergrondgeluid wordt het antisemitisme plots een belangrijk politiek thema; in de plaats van een aantal onverzoenbare vooroordelen ontstaat er een coherente ideologie, op basis van een integristisch en biologisch nationalisme; voor het eerst worden we ook geconfronteerd met professionele antisemieten, voor wie de jodenhaat een exclusief doel en een broodwinning wordt. De toename van joodse inwijkelingen, op de vlucht voor progroms en vervolging in Oost-Europa (resp. vooral Polen en Duitsland) vormt een aanleiding voor deze

precedentloze haatcampagne. De oorzaak ligt echter in de crisis van het politiek systeem, het succes van radicaal antiparlementaire bewegingen en hun *völkisch* discours. In zijn analyse van de evolutie van de jaren 1930 analyseert Saerens het olievlek-effect van de zweepartijen, in het bijzonder op het katholieke centrum. Het antisemitische discours wordt gebanaliseerd en ter uiterste rechterzijde registreert men een verbaal geweld dat de vorm aanneemt van onverhulde bedreigingen. Antwerpen combineert in die jaren de grootste joodse bevolking met de sterkste en meest radicale extreem-rechtse bewegingen. Slechts de politieke moed van het stadsbestuur, en in het bijzonder van burgemeester Kamiel Huysmans, lijken verdere ontsporing in de hand te kunnen houden. In zijn beschrijving van deze periode introduceert Saerens de lezer ook met een reeks beroepsagitatoren, de meesten van laag allooi, politiek op de dool tussen het Belgische nationalisme, het Dietse fascisme van het Verdinaso en het steeds sterker pro-Duitse Vlaams-nationalisme van het VNV. “Volksverwering”, de belangrijkste groupuscule van deze antisemitische provocateurs, organiseert rellen, meetings en propaganda, die niet geheel zonder respons blijven. Op de achtergrond van dit alles, zowel in de Antwerpse persgeschiedenis als in deze van extreem-rechtse partijen en groupuscules, circuleren Duitse subsidies, Duitse tussenkomsten, Duitse rapporten. Saerens citeert deze naukeurig, maar lijkt er minder belang aan te hechten dan zij misschien wel verdienen.

Deel III, dat de bezettingsjaren behandelt, is het belangrijkste onderdeel van het boek. In hoofdstuk X, hoofdzakelijk op basis van de archieven van de stadspolitie, brengt

Saerens een nauwkeurige reconstructie van de razzia's van augustus en september 1942, waaraan actief werd deelgenomen door het Antwerpse politiekorps, gevolgd door de acties van de Antwerpse jodenjagers in de twee daaropvolgende jaren. Het zijn dezelfde sinistere personages die we in Deel II als beroepsagitatoren ontmoeten. De grote lijnen van het verhaal waren bekend via Maxime Steinbergs werk, maar Saerens voegt hier een bijzonder aangrijpende lokale dimensie aan toe. Ver van de grote theoretische debatten over de genocide, met een sobere maar rake pen, volgt de auteur soms van uur tot uur en van deur tot deur de brutale mensenjacht in de straten van Antwerpen. Doorheen zijn haarfijne analyse geeft hij een concreet antwoord op de grote vragen: de verantwoordelijkheid van burgemeester Leo Delwaide en hoofdpolitiecommissaris Jozef De Potter; het mechanisme waarin de stadspolitie werd meegesleept in de uitvoering van een misdaad die zijn gelijke niet kent in de Belgische geschiedenis; de administratieve medeplichtigheid aan de opeisingen en de registratie van joden, met inbegrip van de uitreiking van de jodenster. Saerens weegt de vraag van de individuele en collectieve verantwoordelijkheid af met een vastberaden logica. Hij heeft oog zowel voor de concrete situatie op het terrein, voor het juridische kader en voor het vergelijkende perspectief met de situatie in Brussel, waar noch de administratie, noch het stadsbestuur (en dus de stedelijke politie) zo ver gingen in hun medewerking met de Duitse diensten. Zijn trefzeker oordeel en de manier waarop hij de daders en de medeplichtigen van deze tragedie terug tot leven brengt, behoren, met bijvoorbeeld een Christopher Browning, tot het allerbeste wat we

van de historiografie van de genocide kunnen verwachten.

Saerens' boek vult onmiskenbaar een grote leemte. De jodenvervolging had tot nog toe in de Vlaamse historiografie een bijna theoretisch karakter. Het debat over het oorlogsverleden stond al te fel in het teken van de collaboratie als een politiek delict – een kwestie van al dan niet verkeerde opinies, van trouw of verraad aan de Vlaamse zaak. Het lijkt voortaan onmogelijk het debat nog langer in deze termen te voeren. De verantwoordelijkheid was niet enkel van de orde van het politiek discours, maar van de orde van de misdaad van gemeen recht. Saerens toont ten overvloede het rabiate antisemitisme van de collaboratie, maar hij toont ook de verwoestende gevolgen van administratieve meegaandheid. Leo Delwaide staat in meer dan één opzicht symbool voor een vergeten verleden, en voor een gemist gewetensonderzoek.

Komt de sterke boodschap van deel III, en wel in het bijzonder van hoofdstuk X, wel tot zijn recht in een boek van 800 bladzijden volle tekst? In het huidige internationale editoriale landschap zijn boekwerken van dit volume steeds meer een uitzondering. Moeten we de uitgeverij Lannoo toejuichen om de uitzonderlijke inspanning belangrijke werken integraal uit te geven – Dewever, Velaers en Van Goe-them, Saerens? Gezien alle lof is Saerens' boek wel degelijk 800 bladzijden waard? Of moeten we pleiten voor een lijvige academische uitgave en een versie voor het grote publiek van 2 à 300 bladzijden? Het volume vormt onmiskenbaar een hoge drempel. Hoeveel lezers kunnen zich de tijd permitteren die een integrale lectuur

vergt (het vergde onderstaande lezer meer dan een week *full-time*)? Er is bovendien een zekere economie van het geschreven woord die toestaat de essentie, ook van een bijzonder omvangrijk onderzoek, in minder dan de helft te verwoorden. In meer dan één opzicht komen de 500 bladzijden van Deel I en II als een uit de hand gelopen proloog over. Saerens heeft werkelijk parels gevonden in zijn reusachtig onderzoek en de lezer vergeeft hem graag overvloedige citaten. Toch krijgen de eerste twee delen soms de vorm van een exhaustieve bloemlezing van antisemitische citaten, gecombineerd met een schier eindeloze inventaris van schrijvend Antwerpen. De structuur die telkens weer katholieken, liberalen, socialisten, middenstanders en diamantbewerkers, Belgische en Vlaamse nationalistes per chronologische tranche behandelt, is repetitief en weinig inventief. De gedreven pen van de auteur van hoofdstuk X laat het ook soms afweten. De spelling van de Franse citaten is wel erg approximatief. Sommige uitweidingen deinen uit in een kroniek van het Antwerpse culturele en politieke leven, zonder dat de lezer precies weet waar het heen gaat. Een minder inschikkelijke uitgever, met onverbidde schaar, had ongetwijfeld in een efficiënter boek geresulteerd.

Nochtans is het probleem niet enkel daar op terug te voeren. Het uitdeinende karakter van het boek heeft ook te maken met het opzet en de architectuur zelf van het boek. De titel verraadt een deel van het probleem. Saerens brengt geen “geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking”, zoals de ondertitel vermeldt, en hij is zich daar terdege van bewust. Een dergelijke macro-geschiedenis ware volstrekt onverzoenbaar met de micro-bena-

dering die het boek zo waardevol maakt, waarmee hij inzoomd op het lot van de Antwerpse joden. Saerens’ behandeling van de joodse bevolking is goeddeels kwantitatief – een erg verdienstelijke kwantitatieve benadering trouwens. Over intern-joodse verhoudingen, over politiek engagement, of zelfs over hoe de joodse bevolking over Antwerpen dacht – als een oponthoud op een migratieparcours, als een eindbestemming, als een gastvrije dan wel vijandige stad – vernemen we haast niets en het personerzoek verdiept zich niet of maar vluchtig in joodse publicaties. De lezer krijgt een samenvatting van evoluties in Duitsland, maar zo goed als niets over de situatie in Polen, waar de grote meerderheid van de migranten uit afkomstig is. De hoofdtitel “Vreemdelingen in een wereldstad” is zo mogelijk nog ongelukkiger. Saerens toont nergens aan dat Antwerpen een wereldstad is – wat niet hetzelfde is als een provinciestad gelegen aan een wereldhaven. Vooral, hij spant zich bijzonder in om aan te tonen dat “jood” en “vreemdeling” geenszins synoniemen zijn. Hij heeft een ware passie voor flaminganten van joodse afkomst als levend tegenbewijs voor het antisemitisme en moet, tijdens de bezettingsjaren, wel aandacht schenken aan het onderscheid tussen Belgische en vreemde joden in Antwerpen. Waarom dan deze ongelukkige titel? Saerens bestudeert het antisemitisme op Antwerpse schaal. Dat is een innovatief en perfect legitiem object. Hij heeft het absoluut niet over niet-joodse vreemdelingen in Antwerpen, hun verhoudingen met de “autochtone” Antwerpenaren en met de joodse immigranten. Nochtans ware er misschien precies langs die omweg meer klaarheid te scheppen in de verhouding antisemitisme / xenofobie.

Saerens verdedigt zonder verdere omwegen dat hij in zijn definitie van “jood” het “nationaal-socialistische criterium hanteert”. “Met het oog op de bezetting” is dat ook volstrekt legitiem (p. XX). Nochtans lijkt de scheidingslijn tussen joden en niet-joden soms wel erg scherp getrokken in zijn behandeling van personages en hun entourage, ook voor veel vroegere perioden. Hoe belangrijk was het jood-zijn voor die joodse flaminganten van het einde van de negentiende eeuw? En hoe invloedrijk was het cosmopolitisme, dat Saerens politiek goed uit de verf doet komen, maar dat onmiskenbaar ook een element van identiteit was, voor al diegenen die zich pas als jood herkenden op het ogenblik dat zij het doelwit werden van antisemieten? Hoofdstuk XI vertoont in dat opzicht zowel conceptueel als qua bronnenonderzoek een zwakheid. Saerens voert de eigenaardige rekenoefening uit om de “joodse” helpers op eerder arbitrair samengestelde naoorlogse lijsten van de totale som jodenhelpers af te trekken, om zo bij de “feitelijke Antwerpse helpers” uit te komen (p. 684). Verder maakt hij gebruik van de eveneens problematische SOMA enquête onder de clerus, waar hij gemengde huwelijken tussen joden en katholieken, die voor een kerkelijk huwelijk een dispensatie bij het aartsbisdom dienden te vragen, verwacht met huwelijken tussen joden en “niet-joden”, wat wel erg binair overkomt voor een complexe samenleving als de Belgische. Saerens’ bloemlezing verdeelt de helpers in “socialisten”, “katholieken”, “liberalen”, “zestigplussers”, “Vlaams-nationalisten” en joden. Naast de fijne analyse van het mechanisme van de medeplichtigheid in de vervolging, lijkt dit toch wel een grove schematisering van de motivatie van altruïstische persoonlijkheden.

Lieven Saerens schreef met *Vreemdelingen in een wereldstad* één van de belangrijkste monografieën die sinds 1945 over de Belgische twintigste-eeuwse geschiedenis verschenen. Zijn boek opent bovendien een debat over de bezettingsjaren in volstrekt nieuwe termen. Door in te zoomen op het antisemitisme in Antwerpen illustreert hij met brio de verdiensten van de micro-geschiedenis. Dat zijn boek nog sterker en gebalder ware geweest indien hij zich ook met meer overgave aan de micro-geschiedenis had gehouden, doet niets af aan de verdienste van een onderzoek dat getuigt van een uitzonderlijke volharding en van een boek dat getuigt van een bewonderingswaardige intellectuele moed.

Pieter Lagrou

VI. *Guerre scolaire et libre pensée / Schoolstrijd en vrijzinnigheid*

FABRICE MAERTEN, JEAN-PIERRE NANDRIN & LAURENCE VAN YPERSELE (DIR.)

«Politique, imaginaire et éducation. Mélanges en l'honneur de Jacques Lory»

Cahiers n°s 13-14 du Centre de Recherches en Histoire du Droit et des Institutions, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis, 2000, 292 p.

L’accession à l’éméritat du professeur Jacques Lory, bien connu des étudiants de l’UCL et des FUSL, a donné lieu le 7 mai 1999 à une journée d’hommage à laquelle avait décidé de s’associer le politiste et historien René Rémond. Les communications présentées pour la circonstance (une dizaine au total) ont servi à nourrir un volume double des *Cahiers* du CRHIDI. Ventilées en deux ensembles distincts – orientations nouvelles de la recherche historique d’une part, histoire de l’enseignement d’autre part –, elles s’articulaient

autour des thèmes de recherche qui avaient eu la faveur du professeur Lory au cours de ses activités professionnelles : l'histoire politique couplée avec celle des mentalités, ainsi que les questions relevant du monde de l'éducation. Plusieurs des contributions présentées ne manqueront pas de retenir l'attention des lecteurs de notre revue. D'autres, qui se situent en dehors du cadre chronologique de nos investigations habituelles, n'en sont pas pour autant moins intéressantes.

Mentionnons pêle-mêle les substantiels travaux de Laurence van Ypersele ("L'imaginaire catholique dans la caricature politique belge de 1884 à 1914", p. 17-88), de Baudouin Groessens ("Anticléricalisme ou "travaillisme" ? Les socialistes belges et la question scolaire", p. 175-219), d'Eliane Gubin ("Libéralisme, féminisme et enseignement des filles en Belgique au 19^e – début 20 siècles", p. 151-173) ou de Paul Wynants ("Une stratégie catholique de lutte scolaire : la réadoption anticipée", p. 221-246). Il convient cependant de nous attarder sur trois études susceptibles d'interpeller plus directement nos lecteurs. S'attachant au "Poids du souvenir de 14-18 dans l'engagement résistant durant la Seconde Guerre mondiale", analyse étayée à partir de cette province du Hainaut qu'il connaît si bien, Fabrice Maerten inscrit sa démarche dans un courant historiographique (ré)apparu ces dernières années et qui s'efforce d'appréhender à partir de nouvelles grilles de lecture les incidences de la Première Guerre mondiale sur la Seconde. L'idée n'est pas à proprement parler révolutionnaire. Le concept de "Deuxième Guerre de Trente Ans" appliqué au laps de temps qui va de Sarajevo à Hiroshima a été formulé voici belle lurette

par Charles De Gaulle (15 novembre 1941) mais ce n'est qu'assez récemment qu'il a pu connaître un certain regain, en étant cette fois intégré dans une démarche scientifique à ambition comparative. Fabrice Maerten s'est appliqué à jauger sur le long terme les traces que les violences exercées durant l'invasion d'août quatorze ont laissées dans la mémoire collective des sociétés civiles, détaillant avec précision les multiples avanies qui se sont abattues sur les populations au long des quatre années d'occupation (déportations ouvrières, privations de toutes sortes, humiliations diverses, etc, etc). L'auteur ne peut que souligner l'ampleur du désastre moral, avec les retombées de haine conséquentes sur la génération suivante. Durant l'entre-deux-guerres, par le biais d'une éducation civico-patriotique, ceux qui n'avaient pas connu directement le conflit se mirent eux aussi à communier dans le rejet de l'Allemand, tenu par essence pour un barbare sanguinaire. Ce rejet ne présentait toutefois pas un caractère monolithique ou irrémédiable. Une détente s'esquissa vers 1925, avec les fameux accords de Locarno. Elle acquit un relief particulier dans les milieux habitués à cultiver l'une ou l'autre forme d'internationalisme, soit parmi l'aile marchante du Parti ouvrier belge, soit parmi les chrétiens de gauche et en Flandre davantage qu'en Wallonie. On pourra regretter ici que Fabrice Maerten n'ait pas eu la possibilité de multiplier les investigations en ce domaine, faute de place. Toujours est-il que le phénomène néo-pacifiste et 'locarnien', pour fragile qu'il ait été, fut perceptible dans les bassins hennuyers jusqu'en 1933-1935. Avec la poussée de l'hitlérisme, avec le retour en force de l'impérialisme germanique, les dispositions tendant au désarmement

des esprits déclinèrent. Il n'en restait sans doute plus grand' chose en 1940. Pendant les deux premières années de l'occupation, la lecture attentive que fait l'auteur de la presse clandestine montre la puissance qu'exerce le souvenir de la Grande Guerre dans l'expression d'un patriotisme tissé de germanophobie. Le "Boche" de 1940 demeure fort semblable au "Boche" de 14-18, une fois dissipée la stupeur de la défaite. Et c'est ce sentiment qui perdure, avec des hauts et des bas, de 11 novembre en 11 novembre, jusqu'à la Libération, même si différentes feuilles de gauche (sauf au Front de l'Indépendance, pour cause d'unanimisme patriotique) ainsi que de vieux routiers de l'antifascisme étaient plutôt enclins, par nature, à épouser d'autres thèmes polémiques que ceux puisés dans l'arsenal mémoriel de la Grande Guerre.

Jean-Louis Jadoulle, lui, se livre à un petit examen inspiré de son doctorat sur *Quelques milieux intellectuels catholiques 'progressistes' en Belgique francophone de la fin de la guerre à la conclusion du pacte scolaire de 1958*. Les 'milieux' (peut-être faudrait-il dire les cercles ?) en question – la *Relève*, la *Revue nouvelle*, les groupes *Esprit*, l'équipe belge de *Témoignage chrétien* – ont certes joué alors un rôle éminent au cœur ou en périphérie de la famille chrétienne, notamment par leurs tentatives de renouvellement de la pensée sociale ou dans la préparation de la décolonisation. En outre, à un autre niveau, en réunissant des personnalités qui, souvent, étaient d'envergure (Pierre Harmel, André Molirot...), l'un ou l'autre de ces groupes a contribué à assurer le renouvellement des élites au sein du PSC et donc, les choses étant ce qu'elles étaient, de l'appareil

d'Etat. Faut-il pour autant qualifier tous ces 'milieux' et semblablement de "progressistes" ? L'auteur s'en est bien gardé et a apporté lui-même une réponse nuancée dans le cas de la *Relève*. Le désir de renouvellement social de celle-ci était dès le départ assez strictement balisé par un vigoureux pragmatisme et, la pratique des affaires aidant, elle se mit à glisser peu à peu vers le centre-droit de l'échiquier politique. La *Revue nouvelle*, elle, sut conserver sa coloration 'chrétienne-travailliste' originelle sans pour autant délaissier une position que l'on peut qualifier de médiane quand on la compare aux espérances et aux effervescences qui continuaient à traverser les groupes *Esprit* et *Témoignage chrétien*. Au fond, progressistes, tous ces mouvements et cercles de réflexion l'étaient par rapport à leurs devanciers de l'entre-deux-guerres. Leur ralliement à la Démocratie ne fait aucun doute. Ceci dit, ne l'étaient-ils pas surtout sur l'unique plan politico-social et n'éprouvèrent-ils pas quelque peine à se détacher d'un certain intransigeantisme catholique, legs de l'époque précédente ? Une petite mise en perspective aurait peut-être été la bienvenue à ce propos.

Enfin, Jeffrey Tyssens, dans "Laïcité, pluralisme ou dualité ? Lutttes et accommodements scolaires en France et en Belgique dans les années 1950", porte son regard sur les solutions respectives apportées au regain de tensions scolaires de l'après-guerre dans ces deux pays. Le contexte y était évidemment très différent. Outre-Quévrain, la part attribuée à l'enseignement officiel était devenue prépondérante depuis la fin du XIXe siècle. Le débat portait essentiellement sur le mode de financement du réseau libre résiduaire à partir

de l'échec de la loi Barangé (1951). Au royaume de Belgique, où l'enseignement libre avait une santé florissante, la confrontation née de la loi Collard (1955) résultait tout autant d'un contre-coup de la Question royale que d'une volonté de redresser un peu la barre en faveur de l'élément laïc. De part et d'autre, la question fut évacuée assez rapidement, mais l'auteur se demande avec raison si ce fut au moyen d'un accommodement pluraliste (loi Debré de 1959) ou d'une dualité figée sauvegardant les intérêts corporatistes des communautés éducatives (pacte scolaire de 1958). Le fait est que, des deux côtés de la frontière, le *modus vivendi* put durer. Mais n'est-ce pas l'art de toute politique ?

Alain Colignon

ELS WITTE, JAN DE GROOF & JEFFREY TYSSENS (DIR.)

«Le Pacte scolaire de 1958. Origines, principes et application d'un compromis belge / Het schoolpact van 1958. Ontstaan, grondlijnen en toepassing van een Belgisch compromis»

Louvain/Bruxelles, Garant/VUB, 1999, 895 p.

L'historiographie récente consacrée à la 'question scolaire' en Belgique au cours des années 1950, entre autres les travaux dirigés par Els Witte et Jeffrey Tyssens aux séminaires d'Histoire contemporaine de la VUB, ont quelque peu relativisé la 'rupture fondamentale' que constituerait le Pacte scolaire. Ces recherches ont démontré que ce 'compromis' ne représente pas le point de départ, mais bien plutôt l'aboutissement d'un lent processus de 'pacification' du conflit politico-scolaire, progressivement mis en place au cours de l'entre-deux-guerres. Ce renversement de perspectives a suscité à son tour de nouvelles questions : comment et jusqu'à quel point est-on passé d'une logique d'affronte-

ment à une logique de compromis ? Quel a été le rôle joué dans ce processus par les différents acteurs politiques (partis et groupes de pression) ? Comment ce processus s'est-il traduit concrètement ? Quelle place le Pacte scolaire a-t-il réellement occupée dans ce mécanisme ? Quelles influences le Pacte a-t-il exercées dans la vie socio-politique belge ? Quelles ont été les modifications ultérieures apportées à l'accord originel ? Quel avenir le Pacte a-t-il encore devant lui ? ... Autant de questions auxquelles les intervenants au colloque organisé à la VUB les 2 et 3 décembre 1998, à l'occasion des quarante ans du Pacte, ont tenté de répondre. Au cours de ces deux journées, des spécialistes issus de disciplines (histoire, sociologie, politologie et droit), d'universités et de sensibilités politique et philosophique différentes, se sont succédé pour saisir ce compromis fondamental de notre histoire scolaire dans toute sa complexité, et tenter d'en éclairer les origines, les principes et les multiples applications. Les textes révisés des exposés, de style et d'intérêt variés, ont soigneusement été rassemblés dans une volumineuse publication (pas moins de 895 pages !), qui nous offre un bon aperçu des thématiques abordées par les différentes sections : Cadre historique et social général (I); Analyse de la politique par niveau et par secteur d'enseignement (II); Acteurs : idéologie et stratégie (III); Approche conceptuelle du Pacte scolaire (IV) ; Effets du Pacte scolaire (V); La parole aux témoins (VI).

L'ouvrage s'ouvre par trois contributions qui tentent une approche théorique plus large de la question scolaire en Belgique. Le premier article, dû à la plume de J. Tyssens et de F. Simon, confronte les dif-

férentes contributions avec l'état de la recherche en histoire de l'enseignement. Les deux auteurs plaident en faveur d'un dépassement de l'analyse 'classique' de la 'question scolaire' en Belgique, le plus souvent étudiée à partir des théories de S.-M. Lipset et S. Rokkan sur les clivages sociaux, ainsi qu'à partir des concepts de 'pilarisation' (*Verzuiling*) et de 'démocratie de pacification' (*Consociational democracy*); autant de théories qui présentent l'inconvénient de réduire l'école à un champ d'application du politique. Tyssens et Simon élaborent en contrepartie un nouveau modèle, mieux à même selon eux de rendre les champs politiques et scolaires interactifs, en s'inspirant des théories néo-wéberiennes de M. Archer sur les changements politiques survenus au sein du système scolaire et des thèses de l'école de Stanford sur l'évolution de la notion de citoyenneté. Dans l'article qui suit, Tyssens applique brillamment cette grille de lecture en dégageant, à travers l'analyse comparée des grandes étapes de la politique scolaire menée en Belgique, en France et aux Pays-Bas, les principaux modèles de citoyenneté qui se sont succédé dans le temps. Ainsi, la question scolaire trouve-elle une issue favorable à la fin des années 1950 en France et en Belgique, notamment grâce à l'affirmation d'une nouvelle définition de la citoyenneté conforme au *Welfare-State* keynésien, à savoir 'la citoyenneté sociale', qui privilégie la thèse catholique du libre accès de tout individu à l'école de son choix. De son côté, G. Deneckere étudie les mobilisations de masse au cours des années 1950 à la lumière des théories sur l'action collective, et elle souligne le contraste entre le dynamisme dont font preuve les organisations chrétiennes regroupées

autour du Comité national de Défense des Libertés démocratiques (CDLD) et, de l'autre côté, la faiblesse des contre-mobilisations laïques.

Le terrain sur lequel se déroule la 'question scolaire' au cours des années 1950 s'est déplacé de l'enseignement primaire à celui du secondaire et du technique, en pleine expansion et en pleine démocratisation depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans un important article consacré à "La politique d'expansion et de subsides de l'enseignement secondaire", J. Tyssens et E. Schandevyl montrent bien, statistiques à l'appui, comment cette "explosion scolaire" pose avec acuité le problème du financement de l'enseignement secondaire libre, le plus souvent contraint d'exiger des parents un minerval parfois fort élevé, alors que les ministres socialistes et libéraux de l'éducation multiplient depuis 1945 le nombre d'écoles moyennes de l'Etat. Pierre Harmel (1950-1954) tente de remédier à cette situation en procédant au vote de plusieurs lois de subsides au profit des écoles libres tout en limitant l'expansion du réseau public, tandis que Léo Collard (1954-1958) prend le contre-pied de la politique catholique, notamment en ramenant les subsides à des proportions jugées plus "raisonnables" et en réaffirmant la volonté d'extension du réseau public. Au centre des polémiques, la qualification des professeurs du réseau libre exigée en contrepartie de l'octroi des subsides divise profondément les deux camps, même si, comme le notent Tyssens et Schandevyl, les processus de sécularisation et de professionnalisation du corps enseignant des écoles moyennes catholiques se poursuivent inexorablement au cours de cette période. Ces tensions

politico-religieuses affectent également le secteur de l'enseignement technique, qui connaît lui aussi toute une série de mutations rendues nécessaires à la suite du *boom* économique des 'Trente Glorieuses'. Néanmoins, au-delà des controverses philosophiques analysées par André Hardewijn, Dominique Grootaers souligne la complémentarité de la politique menée par Harmel et par Collard, laquelle tend principalement à renforcer le rôle de l'Etat à ce niveau d'enseignement. Quant à l'enseignement normal et à l'enseignement primaire de l'Etat (l'enseignement maternel n'est pas abordé !), tous deux étudiés par Eva Schandevyl, ils n'ont pas réellement constitué de pierre d'achoppement, même si, par son arrêté royal du 8 mars 1957, Collard annule les principales dispositions prises en 1952 par Harmel en faveur des écoles normales libres. Cette section se clôture par un article de J. Briffaerts sur la "guerre scolaire au Congo belge (1930-1958)", qui est particulièrement bienvenu, quoique sa présence dans cette partie de l'ouvrage puisse sembler incongrue.

La section consacrée aux "Acteurs : idéologie et stratégie" a plutôt tendance à confirmer les travaux antérieurs menés et dirigés par Jeffrey Tyssens dans ce domaine, tout en y apportant quelques nuances. Ainsi, E. Gerard et W. Beke démontrent, en s'appuyant pour ce faire sur un vaste dépouillement d'archives (fonds Van Roey, archives du Parti social chrétien et du CEPES), que la politique scolaire plutôt modérée et pragmatique menée par Pierre Harmel n'avait aucune chance d'aboutir dans les faits, entre autres à cause des critiques continuelles émanant, dans son propre camp, non seulement des

éléments radicaux du Parti social chrétien, mais également de l'archevêché de Malines et, selon Tyssens, des fédérations sectorielles du réseau libre, principalement de la Fédération nationale de l'Enseignement moyen catholique (FNEMC). Le durcissement des positions catholiques entraîna à son tour une opposition (assez tiède) des socialistes et des libéraux, ainsi que leur alliance, au-delà du clivage de classe, autour de la défense des thèses laïques. Néanmoins, loin de verser dans un anticléricalisme sectaire, les élites des deux partis de Gauche, au pouvoir au cours des années 1954-1958, souhaitèrent simplement rétablir l'équilibre initial rompu par les catholiques. Bien plus, comme le relèvent J. Fransen et L. Raemdonck, certaines voix libérales discordantes, émanant surtout de Flandre, plaidèrent même, à l'encontre de la politique scolaire menée par Collard, en faveur d'une solution négociée avec les sociaux-chrétiens. Aussi les élites socialistes et libérales se montrèrent-elles favorables à la proposition, provenant du camp catholique, de participer à une commission nationale chargée de dégager une issue consensuelle au conflit politico-scolaire. Le Pacte scolaire (1958) auquel aboutirent les travaux de la commission ne fut rejeté que par une minorité socialiste qui, comme le rappelle Margo De Koster, vota contre celui-ci lors du Congrès chargé d'approuver le compromis. Cette minorité socialiste partage alors le désarroi d'une partie du monde laïque, notamment de la Ligue de l'enseignement (et des communistes ?), qui considère le Pacte scolaire comme une "capitulation historique" de l'Etat au profit des écoles libres. Comme le relève Ph. Cullus, la Ligue, à l'instar des autres groupes de pression laïques pour lesquels on aurait aimé une contribution,

n'exerça que peu d'influences sur la politique scolaire menée à l'époque, même auprès des élus de Gauche, et elle éprouva quelques difficultés à tenir un discours cohérent à ce sujet. Le malaise de la Ligue peut-il s'expliquer, en partie du moins, par la reprise par les catholiques de certains thèmes fondamentaux de la laïcité ? J. De Groof semble répondre à cette question en retraçant l'évolution de la doctrine de l'Eglise en matière d'éducation vers l'acceptation, à l'approche du concile Vatican II, du pluralisme. Ce pluralisme se traduit notamment par un accent davantage placé sur le libre choix des parents et sur le respect des droits de l'enfant. E. Witte nous livre une lecture quelque peu différente de la doctrine scolaire défendue par les catholiques, en relevant les modifications successives de ses rapports avec l'école publique : ceux-ci évoluent d'une lutte pour le maintien de l'homogénéité (chrétienne) de l'école publique vers le consentement, au cours des années 1945-1963, d'une certaine forme de pluralisme, encore nettement inspiré par les valeurs chrétiennes.

Dans la section suivante, portant sur "Le Pacte d'un point de vue conceptuel", J. De Groof aborde le contenu juridique du Pacte scolaire, centré sur la notion du libre choix des pères de famille, tout en minimisant sa portée pacificatrice au regard de la persistance de nombreux problèmes tels que la rationalisation de l'offre, le financement des bâtiments du libre et le débat sur les «différences objectives» entre réseaux. De Groof voit dans le Pacte scolaire un accord de fait conclu entre les trois grandes formations politiques du pays, une sorte de *modus vivendi* qui sera érigé en quasi "norme de droit public" par la loi du 29 mai 1959. Hugues Dumont est

plus nuancé et conteste cette dissociation classique entre la réalité politique (le Pacte conclu en 1958) et la forme juridique (la loi du 29 mai 1959), en considérant le Pacte scolaire comme une "norme para-légale exemplaire". Une norme para-légale est, selon l'auteur, une règle issue d'un compromis conclu entre les élites traditionnelles, qui comporte des aspects certes anticonstitutionnels, mais qui est jugée à ce point légitime sur le plan moral et politique qu'elle réussira à faire son entrée dans le droit public. La plupart des compromis politiques négociés en Belgique depuis 1918 dans le cadre de la démocratie consensuelle pourraient d'ailleurs être relus à la lumière de cette théorie. Du côté des politologues, l'Américain G. Glenn tente, lui aussi, d'établir un modèle belge de pacification scolaire ("*The Belgian model of peace making in educational policy*"), fondé notamment sur la 'pilarisation' et sur le 'pluralisme segmenté' (*Segmented pluralism*) du système d'enseignement, entre autres compartimenté en réseaux scolaires homogènes et concurrents. G. Dierickx relativise quelque peu cette interprétation traditionnelle dans la mesure où elle accorde trop d'importance aux "élites pragmatiques des différentes familles politiques" et pas assez aux autres composantes du pilier, voire néglige d'autres facteurs d'explication comme les "stratégies idéologiques" poursuivies par chaque parti.

La cinquième partie de l'ouvrage s'essaie à l'exercice toujours périlleux d'évaluation des effets et des applications du Pacte scolaire. D. Van Damme montre ainsi combien il est difficile de mesurer l'impact réel exercé par le Pacte et, plus largement, par les politiques éducatives inspirées

par la théorie du ‘capital humain’, sur la démocratisation de l’enseignement. Quoi qu’il en soit, la ‘massification’ de l’enseignement, qui se poursuit au cours des années 1960, a considérablement gonflé le budget de l’Instruction publique – l’impact financier du Pacte scolaire est analysé par J.-L. Vanderhoeven – et a posé avec acuité, depuis le milieu des années 1970, les problèmes lancinants du (re)financement et de la rationalisation du système scolaire. Ce qui n’a pas empêché les partenaires politiques siégeant au sein de la Commission nationale du Pacte scolaire de voter, lors de la révision du compromis en 1973, en faveur d’un plus large partage des deniers publics tendant, comme le précise V. Rotsaert, vers une égalité financière entre les réseaux. Les mutations que connaît le paysage politique belge au cours des années 1980, qui se traduisent notamment par la communautarisation de l’enseignement suite à la révision constitutionnelle de 1988, modifient quelque peu les références faites au Pacte scolaire en Communauté flamande et en Communauté française. Malgré quelques divergences, la plupart des auteurs notent, pour la Communauté flamande, une certaine ‘déconfessionnalisation’ de la question scolaire au profit d’une politique gestionnaire de l’école, alors que, en ce qui concerne la Communauté française, la sociologue Anne Van Haecht souligne plutôt la persistance des points de tensions entre catholiques et laïques, portant notamment, du côté laïque, autour de la définition de la neutralité des établissements scolaires dépendant des communes et des provinces et, du côté catholique, autour de la liste des avantages sociaux issus du Pacte scolaire. Ce faisant, elle dénonce la duplicité du discours tenu par les partisans

du réseau libre qui se déclarent ouverts à tous (et donc demandeurs d’un plus large partage des finances publiques), tout en poursuivant un travail de redéfinition de leur identité chrétienne. L’auteur se pose alors la question de savoir “jusqu’où le communautarisme idéologique est-il défendable ?”, autrement dit, si l’acceptation du pluralisme et de son corollaire, la liberté subsidiée, ne va pas à l’encontre du principe même de la laïcité ? Ces appréciations, qui reflètent les positions de l’auteur, ne seront sans doute pas partagées par tous les lecteurs !

Le dernier chapitre laisse la parole aux témoins des événements (chose trop rare en Belgique pour ne pas être soulignée), notamment à Pierre Harmel et à Willy Claes, qui nous livrent chacun leur version des faits. Le trop peu de place laissée aux ‘acteurs’ est peut-être l’une des critiques que l’on peut adresser à cet ouvrage, le plus souvent préoccupé, au gré des différentes contributions, d’étudier les stratégies politiques en présence, voire également à analyser les divers processus macro-sociologiques à l’œuvre depuis la Seconde Guerre mondiale, comme par exemple la démocratisation ou la massification de l’enseignement. Or, ces mécanismes sont ‘expérimentés’ par des individus qui, ce faisant, participent à la formation d’identités collectives. Ainsi en est-il, par exemple, de la constitution des ‘cultures politiques’. Non pas la doctrine politique, déjà relativement bien connue, mais une certaine vision du monde, un ensemble de représentations et de pratiques qui procure à un groupe socio-culturel déterminé une identité propre. En outre, il serait intéressant de mesurer l’impact réel des réformes politiques, ici

du Pacte scolaire, sur ce que l'on a appelé la 'culture scolaire'. En tant qu'ensemble de normes et d'usages familiers qui structurent et rythment la vie scolaire, cette dernière est certes en interaction avec la société dans laquelle elle s'insère, mais elle comporte cependant des spécificités propres relativement immuables. Une des caractéristiques de cette 'culture scolaire' est, précisément, une certaine force d'inertie. Encore faut-il se demander si la réforme pédagogique introduite au sein de l'enseignement primaire de l'Etat par le programme de 1957, dont il n'est fait aucune mention dans l'ouvrage, n'entame pas une certaine rupture au sein de cette 'culture scolaire'? Puisse la recherche, stimulée par cet important ouvrage, s'orienter vers ces problématiques, qui se révèlent tout autant passionnantes à aborder !

Baudouin Groessens

VII. De twee wereldoorlogen / Les deux guerres mondiales

EDDY DE BRUYNE

«La collaboration francophone en exil. Septembre 1944-mai 1945»

Housse, Eddy De Bruyne éditeur, 1997, 470 p.

Voici plus de vingt ans, Henry Rouso retraçait d'une plume alerte le parcours heurté des 'collabos' parisiens repliés en Allemagne durant l'hiver 44-45 et confondant leurs transes et leurs espérances avec les débris de l'Etat français échoués à Sigmaringen¹⁵.

Quelques années auparavant, en 1972, un des chercheurs du futur CEGES avait déjà eu l'occasion de mener à terme une recherche sur leurs coreligionnaires des bords de l'Escaut, VNV et autre *DeVlag* désireux eux aussi, la Libération venue, de trouver outre-Rhin un asile qui pourrait éventuellement être une base de reconquête¹⁶. Mais il fallut attendre 1997 pour que l'on puisse disposer avec l'ouvrage d'Eddy De Bruyne d'une étude sur les naufragés de la collaboration wallonne/francophone confrontés aux dures réalités d'un *Reich* acculé à la défaite. Disons-le d'emblée, il s'agit d'un travail fort honnêtement conduit, appuyé sur un appareil critique serré et narratif avec force détails, à partir de sources jusque-là inexploitées, les ultimes tribulations de Degrelle et des siens au cours des derniers mois de la guerre.

Après avoir présenté un aperçu de l'ensemble des formations collaborationnistes afin de situer les personnages dans leurs organisations respectives, Eddy De Bruyne se livre à une analyse (un décryptage ?) méticuleux des actions – ou des velléités d'action – orchestrées tantôt par l'état-major de Rex, tantôt par le chef lui-même... quand ce n'était pas une tentative d'instrumentalisation ourdie par l'un ou l'autre service de la nébuleuse policière nazie. Tous ces gens s'agitaient beaucoup pour continuer à rester crédibles aux yeux du protecteur allemand. La clientèle visée : quelques milliers de Belges d'expression

15 HENRY ROUSSO, *Un château en Allemagne. La France de Pétain en exil. Sigmaringen 1944-1945*, Paris, Ramsay, 1980.

16 WILLEM C. MEYERS, "La 'Vlaamse Landesleiding'. Un 'gouvernement' d'émigrés en Allemagne après 1944", in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 211-269.

française qui avaient préféré fuir leur pays et gagner le Sud-Hanovre plutôt que d'être soumis aux rigueurs de la justice des autorités légales – et de la justice populaire. Parmi ce morne troupeau, tous n'étaient assurément pas des agneaux mais on y rencontrait beaucoup de suiveurs, parents, femmes et enfants entraînés dans le sauve-qui-peut du collaborationnisme ultra. Les hommes aptes à porter une arme furent versés dans la 28^e SS *Frw. Gr. Div. Wallonien* nouvellement formée, les autres rejoignirent des organismes de solidarité allemands ou partirent travailler dans l'industrie de guerre. La pincée d'intellectuels qui avait figuré dans les fourgons de cette émigration trouva un point de chute dans la presse francophone locale (*L'Avenir, La Toison d'Or, L'Effort wallon, Le Combattant SS*) ou se livra à d'ultimes harangues sur les ondes de Radio Wallonie socialiste, un *Geheimseender* très peu écouté en Belgique. Quelques-uns s'initièrent aux arcanes de la barbouzerie à l'école d'espionnage de Wiehl ainsi qu'au Centre de Marburg-an-der-Lahn. Certains partirent en mission. La récolte fut très maigre... Pendant ce temps, le chef de Rex et ses satellites continuaient à brasser de l'air, à remuer des idées. Degrelle, gratifié le 23 novembre du titre pompeux de *Volksführer der Wallonen*, faisait flèche de tout bois afin de se forger une stature de prétendant au pouvoir. Il tenta ainsi – mais en vain – de s'annexer les Français de la Division SS Charlemagne et on le vit encore, jusqu'en avril 1945, essayer de racler des éléments espagnols épars, des Russes blancs, des ouvriers victimes du Travail obligatoire...

L'échec rapide de l'Offensive des Ardennes rendit vaines ces agitations. La marche sur Bruxelles se réduisit à un périple de quelques jours, au cœur de l'hiver, sur les crêtes enneigées de Steinbach et de Limerlé. Les 200 notabilités rexistes qui trépignaient d'aise à l'idée de reconquérir l'appareil d'Etat en furent pour leurs frais et n'eurent plus qu'à se disperser. Quelques mois plus tard, le 30 mars, leur Mouvement fut dissous sans tapage par ses derniers responsables "dans une arrière-salle d'un obscur café à Bockenem".

Puis ce fut la liquéfaction et la débandade générales dans la seconde quinzaine d'avril, le chef connaissant à la suite d'une équipée rocambolesque une autre forme d'exil sous le chaud soleil d'Ibérie. Rares furent ses compagnons qui partagèrent sa chance : Eddy De Bruyne s'est livré à de fructueuses investigations sur leur devenir dans l'après-guerre, et la plupart ne gardèrent de leur aventure qu'un goût amer dans la bouche, avec cette vague nostalgie propre aux anciens combattants.

Bref, un livre que l'on pourra consulter avec fruit, d'autant plus qu'il est complété d'intéressantes annexes sur l'épuration. Mais peut-être aurait-il bénéficié d'une plus grande lisibilité s'il avait comporté moins de subdivisions et s'il avait été présenté de manière plus synthétique.

Alain Colignon

EVELYN DE ROODT

«Oorlogsgasten. Vluchtelingen en krijgsgevangenen in Nederland tijdens de Eerste Wereldoorlog»

[KADOC-STUDIES, XXII]

Zaltbommel, Europese Bibliotheek, 2000, 464 p.

A la veille du déclenchement de la Grande Guerre, les Pays-Bas optent pour la neutralité. Celle-ci, contrairement à la neutralité belge, sera respectée tout au long du conflit tant par la Grande-Bretagne que par l'Allemagne. Toutefois, même neutres, les Pays-Bas n'échapperont pas complètement à la réalité de la guerre : il y a les conséquences du blocus allié que la Hollande est sommée de respecter au plan de ses exportations; il y a les effets de la guerre sous-marine; etc. Mais c'est surtout la vie quotidienne qui subit les contrecoups de la conflagration : mobilisation permanente, protection des eaux territoriales, augmentation des prix, accueil des réfugiés, etc. Au total, les Pays-Bas ont payé un certain prix pour rester neutres, dont l'accueil des réfugiés civils et militaires, sujet du présent ouvrage, est certes l'aspect le plus important.

En effet, jamais on avait assisté à des mouvements de fuite d'une telle ampleur : d'août à octobre 1914, pas moins d'un million de Belges arrivent aux Pays-Bas (une bonne partie rentrera en Belgique à partir de novembre). A cela s'ajoutent quelque 35.000 militaires étrangers, des milliers de déserteurs surtout allemands, près de 11.000 prisonniers allemands et britanniques échangés par ces deux pays et, enfin, près de 40.000 civils français en octobre et novembre 1918.

L'accueil de ces réfugiés pose aux Pays-Bas d'importants problèmes. Au plan extérieur, l'Etat hollandais risque, au moindre faux

pas, de perdre sa neutralité. Tandis qu'au plan intérieur, l'arrivée massive d'étrangers implique des problèmes de maintien de l'ordre, ainsi que des questions de cohabitation parfois difficile avec la population néerlandaise. L'Etat cherchera à remplir scrupuleusement ses obligations internationales tout au long du conflit et même au-delà. Or, la situation est particulièrement complexe, puisqu'il existe différentes catégories de réfugiés et que pour chacun de ces groupes, les implications juridiques, économiques et sociales sont différentes. Sans compter qu'après la guerre, il faudra encore organiser le rapatriement de tous ces gens.

L'étude menée par Evelyn De Roodt, fruit d'un travail considérable au sein des archives néerlandaises, est pour l'essentiel une analyse descriptive des différentes catégories de réfugiés, de l'organisation de leur accueil et de leurs conditions de vie dans les camps ou hors des camps. L'auteur commence par traiter de l'internement des militaires étrangers, catégorie de réfugiés dont le sort est réglementé par la Conférence de La Haye de 1907 (même si les règles d'internement resteront à l'état embryonnaire pendant toute la durée de la guerre). En effet, après la guerre franco-prussienne de 1870, on avait pris conscience de la nécessité de réglementer l'internement des militaires fuyant en masse les zones de combats. Dès août 1914, mais surtout en octobre lors de l'évacuation d'Anvers, des dizaines de milliers de soldats belges arrivent aux Pays-Bas, ainsi que quelques centaines de Britanniques et des Allemands. Dès leur arrivée, ces militaires sont désarmés, internés et soignés dans des camps proches de la frontière. Mais, très vite, devant ce flux

immense, le gouvernement hollandais décide de les répartir dans tout le pays : des camps (pour chaque nationalité) sont organisés jusqu'en Frise. Les conditions de vie, souvent rudes, sont minutieusement décrites par l'auteur pour chaque camp (nourriture, activité sportive ou culturelle voire politique, travail hors du camp, etc.); c'est intéressant, mais fastidieux à lire. Notons que les officiers sont traités de façon privilégiée, ce qui suscite la jalousie (légitime) des soldats. Certains vivront même, avec leur famille, dans des hôtels particuliers. Ces officiers savent qu'ils sont 'finis' et craignent d'être assimilés par leur pays à des déserteurs. A juste titre d'ailleurs : en 1918, bien que le gouvernement belge ait affirmé que les militaires internés en Hollande avaient fait leur devoir, il n'octroiera pas de pension de guerre à tous ! Pour obtenir les privilèges évoqués ci-dessus, les officiers devaient donner leur parole d'honneur de ne pas fuir, ce que certains refuseront. Un camp spécial, sur l'île d'Urk, sera organisé pour ces derniers. L'absence générale d'analyse de l'état d'esprit des réfugiés, de leur perception de leur vécu et de leur vision de la guerre est ici particulièrement regrettable. Parallèlement à l'organisation de l'internement des militaires étrangers par les autorités, on assiste à la création de comités civils d'aide aux prisonniers : l'accueil de la population est d'abord enthousiaste et généreux, puis la lassitude gagnera du terrain. Mais l'internement des militaires belges va susciter un autre problème concret : l'arrivée en masse des familles de ces militaires (en mai 1918, il y aura encore 6.640 familles belges en Hollande). Certes la présence de ces familles dynamise le commerce local, mais elle pose également des problèmes d'organisation et de sécurité.

A ces militaires internés viendront s'ajouter les prisonniers militaires évadés des camps allemands (des Russes et des Polonais pour la plupart), ainsi que les prisonniers britanniques et allemands que ces deux pays acceptent d'échanger (en commençant, dès 1915, par les invalides). Les déserteurs enfin, dernière catégorie de militaires présente aux Pays-Bas, posent des problèmes particuliers. Remarquons qu'ils ne sont pas stigmatisés par la population hollandaise qui, au contraire, les accueille comme des symboles pacifistes. Par contre, les déserteurs (surtout des Allemands) posent un problème aux autorités hollandaises qui y voient un danger pour la neutralité. Dès le début de la guerre, les Pays-Bas déclarent qu'ils ne seront pas considérés comme des militaires étrangers. Autrement dit, les déserteurs ne bénéficieront d'aucune aide officielle. L'aide de la population prendra le relais. Mais, du coup, ils échappent à tout contrôle. Face à cette situation, les autorités tenteront de réagir : certains déserteurs seront envoyés dans des camps militaires; mais la haine des militaires à l'égard des déserteurs, avec lesquels ils ne veulent pas être confondus, rendra la situation pratiquement impossible. Un camp spécial pour déserteurs allemands sera organisé à Bergen. Après l'armistice, d'ailleurs, la plupart d'entre eux hésiteront à rentrer en Allemagne, malgré les promesses du nouveau gouvernement allemand de tenir compte de leur retour volontaire.

Si le conflit concerne d'abord les militaires, la Première Guerre mondiale va également impliquer les populations civiles. Face à la violence de l'invasion allemande en Belgique, des centaines de milliers de Belges fuient, paniqués et dans des conditions dramatiques, vers la Hollande. Notons,

toutefois, que les premiers civils à fuir aux Pays-Bas sont les résidents allemands (ils sont entre 60 et 80.000), mis en danger par l'explosion de patriotisme belge des 3 et 4 août 1914. Mais le déferlement des réfugiés civils belges est sans commune mesure. La première tâche du gouvernement hollandais est de les répartir à travers tout le pays, dans des camps, afin que les militaires hollandais puissent surveiller la zone frontalière. Les autorités, d'ailleurs, sont obsédées par la présence d'espions étrangers et de trafiquants qui mettent la neutralité des Pays-Bas en danger. Ce sujet mériterait une étude à part entière. Quoi qu'il en soit, en 1914, l'accueil spontané des civils belges par la population hollandaise, notamment à Rotterdam, est extraordinaire. Mais, rapidement, les villes sont débordées, tandis que l'afflux de réfugiés continue. L'organisation des camps se fait dans l'urgence et le chaos. La presse néerlandaise elle-même critiquera les conditions déplorable d'existence dans ces camps plus ou moins improvisés. Par la suite, la situation s'améliore. Dès la chute d'Anvers, le gouvernement hollandais et les autorités communales d'Anvers appellent au retour des réfugiés. Mais beaucoup d'entre eux ont peur et hésitent à rentrer dans un pays occupé. Toutefois, en décembre 1914, la moitié des réfugiés ont quitté le sud des Pays-Bas (certains sont rentrés en Belgique, d'autres se sont réfugiés en Grande-Bretagne, d'autres encore sont partis vers le nord). Parmi ceux qui restent aux Pays-Bas, les uns, plus riches, se débrouillent grâce à leurs propres économies ou avec le soutien des Hollandais, tandis que les autres sont accueillis dans des camps (les "*Vluchtorden*"). Les rapports entre réfugiés et habitants ne seront pas toujours faciles :

si des échanges culturels enrichissants voient le jour, le choc culturel est parfois grand entre les catholiques belges et les calvinistes hollandais. Toutefois, le soutien des Hollandais perdurera tout au long de la guerre. Le manque de reconnaissance de la Belgique après-guerre sera d'autant plus décevant. On aurait aimé une analyse approfondie de cette différence de point de vue entre la Belgique et les Pays-Bas. Car, manifestement, la perception de la situation par ces deux pays n'est pas la même.

Outre les civils belges arrivés pour la plupart au début de la guerre, les Pays-Bas accueillent à la fin du conflit un nouvel afflux de réfugiés qui fuient la contre-offensive alliée. Parmi ces civils, on compte quelque 40.000 Français du Nord; mais aussi, l'Empereur Guillaume II (il restera aux Pays-Bas jusqu'à sa mort en 1941) et le *Kroonprinz* qui, eux, fuient à la fois la défaite militaire et l'avènement de la République en Allemagne.

Après la guerre, le rapatriement des réfugiés ne se fait pas toujours sans mal : les Russes, par exemple, s'en vont contre leur gré (certains rejoindront les armées blanches) et les déserteurs allemands se méfient des promesses gouvernementales; à l'inverse, nombre de civils belges rentrent par leurs propres moyens, sans attendre les trains spéciaux mis à leur disposition par les autorités néerlandaises. Les rapatriements sont terminés en juillet 1919. Mais d'autres réfugiés arrivent aux Pays-Bas comme, par exemple, les activistes flamands ou des minorités d'Europe de l'Est.

La fin de la guerre, c'est aussi l'heure des comptes : les Pays-Bas ont dépensé 47 millions de *Gulden* pour la Belgique, 2

millions et demi pour la Grande-Bretagne et 625 000 pour l'Allemagne. Or, lorsque la note est présentée à la Belgique, par ailleurs ruinée et meurtrie, c'est, dans ce pays, le choc et l'incompréhension. Il est vraiment dommage que l'auteur n'ait pas cherché à analyser les raisons de ce choc et ses conséquences sur les représentations que les Belges se feront (pour longtemps) des Hollandais. Ceci dit, la Belgique payera au total 60 millions de florins aux Pays-Bas, et ce jusqu'en 1937.

L'ensemble de cette étude est une description minutieuse et richement illustrée (il faut le souligner) de l'accueil des réfugiés de guerre aux Pays-Bas, au travers des archives néerlandaises. L'ampleur et le nombre de fonds utilisés sont impressionnants et font la qualité de ce travail pionnier. On ne peut, cependant, s'empêcher de regretter que l'auteur n'ait pas, en plus, consulté les archives belges conservées aux Archives générales du Royaume, ce qui aurait permis d'approfondir le point de vue de la Belgique sur la question des réfugiés, de mettre en relief les spécificités de son expérience de guerre et de ses représentations, et d'analyser les tensions entre notre pays et les Pays-Bas. Mais surtout on regrettera l'absence d'approche culturelle et la totale méconnaissance de l'historiographie actuelle, notamment de l'étude d'A. BECKER, *Oubliés de la grande guerre, humanitaire et culture de guerre (populations occupées, déportés civils, prisonniers politiques)*, Paris, 1998. En tout cas, il est frappant de constater combien la 'culture de guerre' est peu présente dans la population hollandaise qui accueille aussi bien les Belges que les Allemands, qui voit dans les déserteurs non tant des traîtres à leur patrie que des pacifistes, qui autorise

les activistes flamands à rester aux Pays-Bas parce qu'ils risquent la peine de mort en Belgique... Quant aux réfugiés eux-mêmes, militaires comme civils, si l'on connaît leurs conditions de vie matérielles et les plaintes qu'ils formulent, on ignore presque tout de leur expérience vécue, de leur univers mental, des représentations qu'ils se donnent à la fois du conflit en général et de leur situation en particulier. Est-ce pour cette raison que les hommes et les femmes dont il est ici question semblent tellement absents du récit ?

Laurence van Ypersele

W.J.M. [WILLIAM JAMES MILLAR] MACKENZIE
«The secret history of SOE : the Special Operations
Executive, 1940-1945»
Londen, St. Ermin's Press, 2000, 814 p.

Meer dan vijftig jaar nadat ze werd geschreven verschijnt nu pas een interne geschiedenis van SOE, de Britse geheime dienst die in 1940 werd opgericht om de subversie in door Duitsland bezette gebieden te organiseren d.m.v. sabotage, propaganda enz. Deze interne geschiedenis was toen niet voor publicatie bestemd, maar moest o.m. dienen tot nut en lering van komende generaties die nog met gelijkaardige opdrachten belast konden worden. Toen de Tweede Wereldoorlog op zijn einde liep en de rol van SOE – opgezet als een *wartime secret service* – vrijwel uitgespeeld was, gaf Colin Gubbins, die SOE geleid en bezielde had, de academicus William Mackenzie de opdracht zo'n geschiedenis te schrijven. Hij deed dat tussen 1945 en september 1948. Mackenzie kon ongehinderd over het volledig SOE-archief beschikken, of wat er dan nog van overbleef, want een aantal stukken waren

tevoren vernietigd, wellicht niet omdat men ze per se wilde laten verdwijnen, maar omdat het nut van bewaren niet evident was of niet werd ingezien.

Ofschoon Mackenzie zelf niet voor SOE had gewerkt – tijdens de oorlog werkte hij in het *Air Ministry* – en zeker geen man van de geheime diensten was, is hij erin geslaagd een buitengewoon belangwekkende bijdrage te leveren tot de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog. Dat de studie nu gepubliceerd wordt is mede te danken aan M.R.D. Foot, de *éminence grise* onder de SOE-historici.

Door zijn opleiding was Mackenzie vooral geïnteresseerd in politieke analyse, en dat is ook in deze studie merkbaar. Dat brengt met zich mee dat hij veel aandacht besteedt aan de ontwikkeling van SOE als organisatie. Hierbij zijn de hoofdstukken over de voorgeschiedenis van SOE bijzonder belangwekkend. Wel valt het te betreuren dat hij een aangekondigd afzonderlijk hoofdstuk over de *Auxiliary Units* niet geschreven heeft. Deze A.U. waren zowat het eerste voorbeeld van *stay behind parties*, die door Gubbins en zijn medewerkers in 1940 werden in het leven geroepen met het oog op een mogelijke Duitse invasie in Groot-Brittannië. Totnogtoe is hierover enkel het boek van Lampe (*The last ditch*) verschenen, en dat laat de lezer toch wat op zijn honger achter.

Mackenzie besteedt ook veel aandacht aan de relaties van SOE met diverse ministeries en aan de rivaliteit met andere Britse geheime diensten. Bekend is inmiddels wel dat tussen SOE en de oudere broer MI 6, de *Secret Intelligence Service*, die nochtans mee aan de wieg van SOE had gestaan, van

meet af aan een spanning bestond. Ook de politieke achtergronden van de steun die SOE aan verzetsorganisaties op het Europees vasteland heeft gegeven, komen ruim aan bod (bijvoorbeeld de spanning in Joegoslavië, waar de voorlopers van SOE al vóór 1940 contacten hadden, en waar de rivaliteit tussen Tito en Mihailovitch, die beide door SOE gesteund werden, voor heel wat problemen zorgde). Dat SOE steun aan het communistisch verzet niet uit de weg ging, kan nu een evidentie lijken, maar was dat toen zeker niet.

Mackenzie gaat uitgebreid in op SOE-operaties in diverse *theatres of war*: de Balkanlanden, Griekenland, het Midden-Oosten, West-Europa, de Scandinavische landen, Polen, Tsjecho-Slowakije en Groot-Duitsland (met inbegrip van Oostenrijk). Deze operationele hoofdstukken vormen veruit de hoofdbrok van het boek; zij leveren een fascinerende mozaïek op van de grote politieke diversiteit van de landen waar SOE opereerde zodat SOE-personeel van grote politieke souplesse blijk moest kunnen geven. Belangwekkend en nieuw zijn de hoofdstukken over Polen, Tsjecho-Slowakije en over de moeizame acties van SOE in Duitsland en Oostenrijk. Mackenzie stelt zonder veel omwegen dat de SOE-operaties in deze twee landen eigenlijk een mislukking waren, omdat het opbouwen van een ondergrondse verzetsorganisatie zowat een jaar inspanning vraagt. Met die operaties kon daar pas goed begonnen worden nadat het West-Europese vasteland bevrijd was – enkele eerdere geïsoleerde operaties niet te na gesproken. Eveneens nieuw is de aanvullende informatie die Mackenzie biedt over de overeenkomst die in september 1941 gesloten werd tussen SOE en de Russische NKVD en

over haar implementatie. Dank zij de bereidwilligheid van SOE-*Adviser* Duncan Stuart konden de eerste gegevens over deze overeenkomst in het *NISA-Bulletin* gepubliceerd worden, maar nu blijkt dat de samenwerking van beide geheime diensten verder reikte. Zij bestond o.m. in de parachutage door SOE van enkele agenten die voor het beroemde *Rode Orkest* bestemd waren.

Mackenzie geeft zelf toe dat zijn hoofdstukken over SOE-operaties in diverse landen eigenlijk niet veel meer dan samenvattingen zijn (over operaties in andere landen, in Afrika bijvoorbeeld, ontbreekt zelfs elke informatie). Dat wijst erop dat hij heeft kunnen beschikken over zeer uitgebreid bronnenmateriaal. Voor de landen waarvoor we dit zelf kunnen beoordelen (de *Low Countries*) is hij er in kort bestek in geslaagd met een goede synthese te komen van SOE-operaties in België en Nederland. Het merkwaardige daarbij is dat hij de heikele aspecten van de relatie tussen SOE en de Belgische regering in ballingschap niet uit de weg gaat, terwijl hij over het veelbesproken *Englandspiel* in Nederland opvallend vlug heenglijdt. Met name doet hij geen poging om te verklaren waarom het zo lang geduurd heeft. Ik heb niet de indruk dat dit te wijten is aan censuuringrepen van overheidwege. Toch zullen hedendaagse lezers, zeker Nederlandse lezers, hierbij bedenkingen hebben : wilde Mackenzie blunders wegmoffelen ? wilde hij geen voedsel geven aan een riskant debat over het *Englandspiel* ? Diegenen die ervan overtuigd zijn dat de SOE-agenten die door dit *Spiel* in Duitse handen zijn gevallen bewust zijn opgeofferd, kunnen aanvoeren dat hij zelf heeft aangevoeld

dat hij hier een staatsgeheim moest beschermen. Ik geloof niet dat hij iets heeft willen wegmoffelen : zijn studie was immers niet voor publicatie bestemd, en andere hete hangijzers gaat hij niet uit de weg. Wel is het waarschijnlijk dat hij kort na de oorlog niet over gegevens en documenten beschikte op grond waarvan een min of meer evenwichtige verklaring van dit *Spiel* kon geconstrueerd worden. Het zou ook kunnen dat de Britten na de oorlog niet erg zwaar tilden aan dit vooral voor Nederlanders steeds belangrijker wordend *Englandspiel*. Het wachten blijft op de publicatie van de officiële geschiedenis van M.R.D. Foot van het optreden van SOE in België en Nederland, een studie die kennelijk al een tijd gereed is, maar waarvoor de Britse overheid nog geen toelating tot publicatie heeft gegeven – een gegeven dat ook niet van aard is de vaak rocamboleske speculaties over het *Englandspiel* definitief naar het rijk der fabelen te verwijzen. Inmiddels werken enkele Nederlandse historici geduldig aan eigen publicaties waarin, zo meen ik te weten, uitvoerig gebruik zal gemaakt worden van SOE-archiefmateriaal.

Dat materiaal is inmiddels grotendeels toegankelijk geworden. SOE werd in 1946 opgedoekt, en enkele jaren geleden werd ermee begonnen het archief van de *country sections* over te brengen naar het *Public Record Office* (wat België betreft beschikt SOMA over een gemicrofilmde kopie van de operationele dossiers). Over afzienbare tijd zullen ook de duizenden persoonlijke dossiers van SOE-agenten en -medewerkers aan het PRO worden overgemaakt. Heel lang deed het verhaal de ronde dat er van het SOE-archief vrijwel niets was overgebleven. Deze

mythe werd na de oorlog overigens door Gubbins zelf gevoed. Na Foots boek over SOE-operaties in Frankrijk is deze lijvige studie van Mackenzie wel het definitief bewijs van het tegendeel. Een deel van het archief werd inderdaad vernietigd en andere delen vielen ten prooi aan een brand in het SOE-kantoor in Baker Street, maar volgens Foot is in de brand geen belangrijk materiaal verloren gegaan. Deze relatieve openheid van SOE steekt wel schril af tegen het absoluut embargo dat nog steeds bestaat op SIS-archief. Verheugend is dan weer dat MI 5, de Brits contraspionagedienst, nu ook begonnen is met het overmaken van dossiers over ondervraagde en/of 'gedraaide' Duitse agenten aan het PRO.

Dat de openheid toch relatief is, blijkt hieruit dat op heel wat plaatsen in Mackenzie's tekst de zinsnede "*passage deleted on grounds of national security*" werd ingelast. Mackenzie zelf schreef nog in zijn Woord vooraf uit september 1948 dat zijn werk "*has not been subjected to any official censorship on grounds of security or policy*". Vijftig jaar later golden deze criteria dus kennelijk weer wel, al ziet men nu niet in welke feiten of gegevens de veiligheid van Groot-Brittannië zouden kunnen schaden. In zijn inleiding omschrijft Foot deze ingrepen als "*some readily defensible, some by now a shade old-maidish*". Sommige schrappingen doen inderdaad potserlijk en "*old-maidish*" aan. Eén amusant voorbeeld. Op p. 277 van Mackenzie's boek wordt gewag gemaakt van het onrechtstreeks contact dat in de lente van 1942 werd tot stand gebracht tussen de diensten van De Gaulle in Londen en een vertegenwoordiging van de ondegroondse *Parti communiste français* (PCF), een

contact dat door SOE zou opgevolgd worden. De uitgevers van het boek van Mackenzie hebben het in 2001 nodig geoordeeld de naam weg te laten van de tussenpersoon via wie dit contact is tot stand gekomen. Een uurtje speurwerk leert ons dat deze verbinding het gevolg was van een ontmoeting tussen enerzijds Georges Beaufiles, sinds lang één van de kopstukken van het ondergronds apparaat van de PCF, en François Faure, adjunct van 'kolonel Rémy', die de leiding had van het inlichtingennet *La Confrérie Notre-Dame*, en dat in Londen gerapporteerd werd aan 'Passy', het hoofd van De Gaulles geheime dienst. Het amusante is nu dat zowel Passy (reeds in 1948) als Rémy (in 1966) zelf met naam en toenaam over deze contactname hebben gepubliceerd. Naar de reden van deze overbodige geheimdoenerij hebben we slechts het gissen. Alleszins blijkt hier nog eens uit dat de Britten vaak geen kennis hebben van wat in andere taalgebieden verschijnt over hun eigen geheime diensten. Dit euvel valt ook op bij de voetnoten die Foot hier en daar heeft aangebracht, vaak met bibliografische verwijzingen. Overigens moet mij van het hart dat Foot, die voor het boek een degelijk overzicht van bestaande Angelsaksische literatuur over SOE heeft geschreven, een kans heeft laten voorbijgaan om een zo volledig mogelijke kritische bibliografie van publicaties over SOE samen te stellen.

In hoever de studie van Mackenzie nuttig is geweest voor latere generaties blijft een open vraag. Van de studie berustten kopieën bij het *Foreign Office*, het *Cabinet Office* en de nog bestaande Britse geheime diensten. Door 'bevoegden' kon ze geraadpleegd worden. Ook de auteurs van officiële geschiedenissen van SOE, zoals

Foot, hadden toegang tot het werk, al mochten ze er niet naar verwijzen. In het licht van de uiteindelijk toch schaarse informatie die de jongste tien jaar bekend is geworden over de naoorlogse anticomunistische *stay behind*-groepen is de vraag naar het nut van deze studie op dit terrein gewettigd. Ze is dat des te meer omdat SOE in november 1945 een memorandum opstelde over de noodzaak van de oprichting van *stay behind*-groepen met name in Oostenrijk¹⁷. In dit memorandum wordt uitdrukkelijk gesteld dat “*SOE have been directed to accord priority to those countries which are likely to be overrun in the earliest stages of conflict with Russia*”, en dat de opdracht van SOE in dit verband erin bestond “*to plan and prepare the nucleus of a Special Operations organisation which will remain dormant until such time as action may be required to fulfil the clandestine operational requirements of His Majesty’s Government*”. Totnogtoe heeft geen enkele ander auteur deze plannen van naderbij bekeken, maar het spreekt vanzelf dat de ruime oorlogservaring van SOE-personeel nuttig kon zijn voor het organiseren van anticomunistische netwerken. Enkel de vijand was een andere geworden, de methoden konden allicht nog gebruikt worden. Alleszins werd bij de voorbereiding van de Belgische *stay behind*-groepen wel degelijk rekening gehouden met de oorlogservaring, en werden althans in de beginperiode ook personen aangeworven die een rol in het verzet hadden gespeeld.

Maar of Mackenzie’s werk ander dan louter academisch nut heeft gehad blijft ten slotte bijkomstig, zeker vanuit de huidige tijd bekeken. Met de publicatie van dit werk zijn we weer een studie over SOE rijker, waaraan geen enkele onderzoeker kan voorbijgaan.

Etienne Verhoeyen

MARION SCHREIBER

«Stille Rebellen. Der Überfall auf den 20. Deportationszug nach Auschwitz»

Berlin, Aufbau-Verlag, 2000, 352 p.

Il est assez rare qu’un éditeur allemand soit prêt à publier un livre d’histoire sur la Belgique. C’est vrai que ce petit pays d’Europe occidentale n’attire pas particulièrement l’intérêt des historiens d’Outre-Rhin. En 2000, le renommé *Aufbau-Verlag* ose l’aventure qui semble avoir été payante puisqu’il présente en 2001 non seulement une deuxième édition en langue allemande, mais également une traduction en néerlandais¹⁸.

Le livre a en effet presque l’allure d’un roman à ‘suspense’. Il retrace l’histoire d’un petit groupe de jeunes résistants juifs de Belgique qui attaquent le 19 avril 1943 un train transportant 1.631 Juifs du camp de Malines à Auschwitz. Youra Livchitz, Jean Franklemon et Robert Maistriau réussissent à libérer 17 hommes et femmes, 225 autres personnes parvenant à prendre la fuite avant la frontière allemande. Grâce aux ouvrages de Maxime Steinberg, ces

17 *SOE Activity in the British zone of Austria*, 22.XI.1945, afgedrukt in D. STAFFORD, *Britain and European Resistance; a survey of the Special Operations Executive*, Macmillan Press, London, 1983, p. 258-259.

18 MARION SCHREIBER, *Stille Rebellen. De overval op de 20e deportatietrein naar Auschwitz*, s.l., 2001. Il existe aussi un site Internet sur le livre : www.rebellen.com.

événements sont bien connus. Marion Schreiber, ex-collaboratrice du magazine allemand *Spiegel* vivant maintenant à Bruxelles, jugeait ces faits assez importants pour y consacrer un livre. Elle fut encouragée dans son entreprise par Paul Spiegel, président du Comité central des Juifs d'Allemagne. Dans la préface, ce personnage influent de la vie politique allemande raconte comment il a survécu en tant que petit enfant juif en Belgique.

Plus qu'une simple histoire de ce XXe convoi, l'auteur essaie de broser un portrait de la vie culturelle et sociale des Juifs à Bruxelles pendant l'Occupation. L'ambition de procéder en bonne historienne est tangible. A la fin de son livre, elle indique sa bibliographie (où des ouvrages fondamentaux comme ceux de Frank Caestecker manquent cependant) ainsi que les archives consultées. Mais d'une manière générale, Marion Schreiber n'a pas réussi son pari.

Sur un plan général d'abord, son style est plus proche de celui d'un roman historique que d'un livre d'histoire, comme le montre ce petit extrait : “*Die üppige Schwarzhäarige, sie sich so zu kleiden wusste dass ihre Formen zur Geltung kamen, war zwar verheiratet, aber für jeden Flirt zu haben*” (“Cette personne bien ‘roulée’ à l’opulente chevelure qui savait s’habiller pour mettre ses formes en évidence, était mariée en bonne et due forme, mais était toujours prête pour un flirt”). Paul-Loup Sulitzer n’est pas loin. Deux forces semblent s’affronter en dehors de tout contexte historique : d’un côté les victimes courageuses et audacieuses (sauf quelques traîtres); de l’autre, les Allemands, mé-

chants et perfides. Ensuite, il y a les nombreuses petites fautes historiques qui discréditent le livre et qui, dans le contexte particulier du génocide juif, sont difficilement pardonnables (on peut d’ailleurs se demander s’il ne revenait pas au service de lecture de l’éditeur de déceler les erreurs). L’oncle d’Alexander von Falkenhausen, qui était gouverneur général pendant la Première Guerre mondiale (avril 1917 ! - novembre 1918), est rendu responsable pour les atrocités commises par l’armée allemande en 1914. Le chiffre de 200.000 Belges travaillant en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale est largement exagéré. Ce n’est pas non plus à la conférence de Wannsee que l’extermination des Juifs a été décidée, comme elle l’affirme page 70. D’ailleurs les fautes autour de ce sujet délicat sont nombreuses : Breendonk n’était pas un camp de concentration mais un *Auffanglager* et Mittelbau-Dora pas un *Arbeitslager*, mais bien un camp de concentration. De même, le ministère en charge des territoires soviétiques occupés ne s’appelait pas *Ostministerium für die besetzten Gebiete* mais *Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete*. La liste des erreurs factuelles pourrait ainsi encore s’allonger d’une dizaine de cas.

Le livre est donc certes agréable à lire du fait de son style romanesque, mais reste une occasion manquée pour faire connaître la Belgique dans le monde germanophone.

Benoît Majerus